

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

PERTE ou du VOL DES TITRES AU PORTEUR

EN

DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 24 avril 1912, à 2 heures

PAR

Henry LAURENS

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

*Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
 PILLET, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

PERTE ou du VOL DES TITRES AU PORTEUR

EN

DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 24 avril 1912, à 2 heures

PAR

Henry LAURENS

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : { *MM. WEISS, professeur.*
PILLET, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

PERTE OU DU VOL DES TITRES AU PORTEUR

EN DROIT INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Un élément considérable de la richesse des particuliers est constitué par des valeurs mobilières au porteur.

Les titres au porteur, qui représentent des rentes sur l'État, des valeurs sur des sociétés de commerce ou d'industrie, ne se transmettent pas comme les créances ordinaires ; leur propriété se déplace par tradition, de la main à la main. Le titre au porteur présente cette caractéristique d'incorporer absolument la créance dans le titre qui la constate, de telle sorte que le propriétaire de ce titre est légalement considéré comme le créancier et peut, en produisant son titre, exercer tous les droits qui découlent de la créance.

Le droit constaté par le titre se confond avec l'écrit

qui en est la preuve ; il y est, pour ainsi dire, incorporé. Cette incorporation est, pour le titre au porteur, un caractère essentiel : désigné seulement par un numéro d'ordre, ce titre circule beaucoup plus facilement que le titre nominatif, qui contient le nom du titulaire avec inscription de ce nom sur des registres spéciaux tenus par l'établissement émetteur (art. 36, al. 1^{er}, Code de com.) et dont l'aliénation ne peut s'opérer que par la formalité du transfert (art. 36, al. 2).

La forme au porteur a été adoptée pour donner aux titres auxquels elle est appliquée une facilité de circulation que ne possèdent pas les autres créances, et qui est très avantageuse pour les besoins du commerce.

La production du titre crée une présomption de propriété ; l'acquéreur n'a nullement à vérifier les origines de propriété ; il n'a pas à rechercher d'où venait le titre chez celui qui le lui a transmis. En vertu de cette présomption de propriété et sur la seule présentation du titre, le porteur peut réclamer de l'établissement débiteur les dividendes, les intérêts ou le capital de son titre, le négociier par l'intermédiaire d'un agent de change ou le céder directement à un acquéreur. En un mot, contrairement à la situation des créances ordinaires, les titres au porteur tombent sous l'application de la règle inscrite dans l'article 2279 : *En fait de meubles, possession vaut titre.*

Sans doute, la possibilité de se prévaloir de la propriété et des avantages du titre est subordonnée à une condition : la bonne foi de la personne à qui le titre est présenté ; mais cette bonne foi est présumée exister, soit chez l'agent de change chargé d'opérer la vente du titre (il n'a point à exiger du porteur la preuve de sa propriété) ; soit chez l'acquéreur (qui échappe ainsi à l'action en revendication du tiers victime d'une dépossession) ; soit chez l'établissement émetteur, à qui est demandé le paiement des coupons ou du capital ; cet établissement n'est pas tenu de s'assurer du droit de propriété de celui qui se présente à ses guichets (1).

Cette facilité de circulation du titre au porteur, qui passe de main en main sans laisser de trace, précieuse au point de vue économique, permet aux valeurs au porteur d'alimenter de nombreuses et importantes transactions. Les titres au porteur se sont multipliés surtout à partir du Second Empire, et, depuis cette époque, les emprunts contractés par le Gouvernement, les départements et les villes, les émissions provenant des entreprises nouvelles, ont répandu et vulgarisé le titre au porteur.

Par contre, la facilité de leur circulation est dangereuse pour le propriétaire, en cas de dépossession

1. Cass., 25 mars 1891, S. 91.1.469, et 16 juillet 1907, *Gaz. Pal.* du 16 oct. 1907 ; Thaller, *Traité de droit commercial*, 4^e éd., 1910, n° 900.

par suite d'une perte ou d'un vol ; en effet, la présomption de propriété du titre au porteur est attachée à la possession du titre ; le titre au porteur tombant sous l'application de l'article 2279, la possession que peut en recevoir un acquéreur de bonne foi produit les mêmes effets qu'en matière de meubles corporels. Mais le législateur est intervenu pour protéger les propriétaires de ces titres contre les dangers de perte ou de vol. Seulement toutes les législations n'accordent pas la même protection à la propriété des titres au porteur, et le procès en revendication d'un titre de cette nature pourra recevoir une solution différente suivant qu'il sera porté devant le tribunal de tel Etat ou devant celui d'un Etat différent. De là, la possibilité de conflits nombreux en matière de titres au porteur perdus ou volés, conflits qu'augmentent de plus en plus l'intensité sans cesse plus grande de la circulation internationale des valeurs mobilières, la multiplicité des voyages qui se font chaque jour plus lointains et plus variés. Les risques de perte ou de vol ne peuvent être qu'aggravés par cette circulation incessante, soit des titres, soit de leurs propriétaires. Et l'on conçoit, par suite, l'intérêt qu'il y a à rechercher quelle est la loi compétente en cette matière, de manière à assurer le plus rapidement possible la protection du propriétaire dépossédé. L'idéal paraît consister, d'ailleurs, dans l'adoption de mesures uniformes appliquées, par voie d'accord international, aux

principaux pays que l'importance et la fréquence de leurs relations économiques maintiennent dans un contact incessant.

C'est là une des questions les plus délicates du droit international privé ; nous ne nous proposons pas d'en examiner toutes les faces et d'en résoudre toutes les difficultés ; nous voulons simplement apporter une modeste contribution à l'étude de ce sujet complexe.

Le problème ici est double : il s'agit d'abord de trancher les conflits de loi relatifs à la dépossession des propriétaires des titres au porteur ; il importe, en second lieu, d'indiquer les mesures désirables pour élaborer une charte imposant à tous les Gouvernements des solutions analogues pour garantir la sécurité des porteurs de titres. Aujourd'hui, en effet, avec la multiplicité des voyages et des relations commerciales, il ne suffit pas que les lois de chaque pays protègent leurs nationaux ; il faut qu'elles contiennent des dispositions uniformes, procurant aux étrangers comme aux nationaux la sécurité dans la possession des valeurs mobilières constatée par titres au porteur.

Mais, avant d'aborder l'étude de ces deux questions, il est indispensable de rappeler l'économie générale des lois françaises des 15 juin 1872 et 8 février 1902, dont la connaissance est nécessaire pour comprendre leur extension au droit international privé.

De là, la division suivante :

CHAPITRE I. — *Tableau d'ensemble de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés.*

CHAPITRE II. — *Les divers systèmes législatifs en matière de dépossession de titres au porteur perdus ou volés.*

CHAPITRE III. — *Difficultés d'ordre international résultant de la diversité des législations.*

CHAPITRE IV. — *Des mesures internationales proposées pour résoudre les difficultés provenant de la diversité des lois relatives aux titres au porteur, et pour assurer plus efficacement la protection des propriétaires dépossédés.*

CHAPITRE PREMIER

Tableau d'ensemble de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés

Avant 1872, le propriétaire, victime de la perte ou du vol d'un titre au porteur n'avait de recours que dans les limites des articles 2279 et 2280. Or l'article 2279, § 2, apportant une exception pour cette hypothèse au principe général posé par les alinéas précédents, dispose que celui qui a perdu ou auquel il a été volé un meuble peut le revendiquer, mais seulement dans le délai de trois ans à partir du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il le trouve, sauf à ce dernier à exercer lui-même son recours contre celui qui lui a transmis la propriété de ce meuble. Le possesseur de bonne foi est ainsi privé de son droit de propriété sur les meubles perdus ou volés ; mais cette règle reçoit une atténuation dans l'article 2280, en vertu duquel, si le détenteur actuel contre qui est dirigée l'action en revendication a acquis la chose dans une foire, dans un marché (par exemple à la Bourse), dans une vente publique, ou d'un

marchand vendant des choses pareilles, il ne sera tenu de la restituer que contre remboursement du prix de l'acquisition faite par lui.

Ces règles, établies pour les meubles corporels, étaient unanimement appliquées aux titres au porteur, en raison de la corrélation étroite qui existe entre la détention de ce titre et l'exercice des avantages qui y sont attachés. La disposition de l'article 2280 aboutissait ainsi à obliger le revendiquant à rembourser au porteur de bonne foi son prix d'acquisition, c'est-à-dire le plus souvent l'équivalent de son titre, si le porteur l'avait acheté en Bourse ou chez un intermédiaire faisant le trafic de titres semblables. La revendication n'était, d'autre part, considérée comme possible que dans l'hypothèse d'un vol proprement dit, et elle n'était pas étendue à la dépossession par abus de confiance ou par escroquerie ; dès lors la protection du Code civil était notablement insuffisante. A la vérité, la pratique avait admis l'opposition, par le propriétaire dépossédé d'un titre au porteur, au service des coupons et du capital, par l'établissement émetteur, au porteur éventuel d'un titre disparu. Mais le voleur s'empressait de vendre son titre et l'acquéreur de bonne foi était autorisé par l'article 2280 à exiger du revendiquant la restitution du prix payé par lui. Quant au porteur actuel, il était couvert par la présomption de bonne foi dont il bénéficiait. Dans le cas où il ne se présentait pas

au guichet de l'établissement débiteur, celui-ci devait, sur l'opposition du propriétaire dépossédé, déposer les intérêts ou dividendes échus, ainsi que le capital devenu exigible, à la Caisse des consignations. Et, si aucune réclamation n'avait eu lieu, la victime du vol ou de la perte pouvait toucher les intérêts et le capital après un délai de cinq ans pour les coupons et de trente ans pour le capital (art. 2277 et 2262). Quant au duplicata du titre, il n'était remis au propriétaire par l'établissement débiteur qu'après l'expiration des trente années à partir de la perte ou du vol. Par suite, le propriétaire, même dans les conditions les plus favorables, ne pouvait encaisser ses intérêts qu'après cinq années de retard et demeurerait pendant trente ans privé de la disposition de son titre, ce qui réduisait en quelque sorte son droit à un simple usufruit (1).

L'application des règles posées par les articles 2279 et 2280 aux titres au porteur n'était donc nullement de nature à procurer quelque sécurité au propriétaire de ces titres, en cas de perte ou de vol. A la suite des événements de la guerre franco-allemande et de la Commune de Paris, l'attention du Gouvernement fut attirée sur la question, par suite de la disparition d'un nombre considérable de titres au porteur. Une loi des 12-19 mai 1871 rendit inaliénables et impres-

1. Paris, 27 février 1854, D.55.2.244 ; 13 mai 1865, D.66.2.145 ; Trib. com. Seine, 20 nov. 1860, D.61.3.80.

criptibles avant trente ans tous biens meubles et immeubles qui auraient été soustraits, saisis, mis sous séquestre ou détournés d'une manière quelconque pendant la période insurrectionnelle « au nom et par les ordres d'un prétendu Comité central, Comité de salut public, d'une soi-disant Commune de Paris, ou de tout autre pouvoir insurrectionnel, par toute personne s'autorisant de ces ordres, ou par tout individu ayant agi, même sans ordres, à la faveur de la sédition ». Elle proscrivait, en outre, toute application des articles 2279 et 2280, et, par suite, comprenait sous son application même les valeurs au porteur.

Cette loi spéciale n'a pas été abrogée par la législation subséquente du 15 juin 1872, mais, en raison de son caractère exceptionnel, elle ne pouvait s'appliquer qu'à l'hypothèse d'une dépossession dérivant directement de l'état d'insurrection (1).

Un remède d'une efficacité plus générale fut apporté l'année suivante à l'insuffisance de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés et une protection beaucoup plus énergique que celle résultant des dispositions du droit commun a été assurée aux propriétaires de ces titres par la loi du 15 juin 1872, complétée ultérieurement par celle du 8 février 1902. Cette législation nouvelle a pour but :

1. Wahl. *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, 2 vol. Paris, 1891, t. II, n° 1623, note 1.

1° De garantir les propriétaires dépossédés, en empêchant, par une opposition à l'établissement débiteur, le paiement des coupons ou du capital devenus exigibles à une tierce personne ;

2° De permettre au propriétaire lui-même, moyennant l'observation de certaines formalités, de toucher soit les intérêts, soit le capital, et d'obtenir un duplicata du titre disparu.

Les lois de 1872 et de 1902, motivées par la nécessité de protéger davantage les propriétaires de titres au porteur contre les pertes ou les vols, à une époque où ces titres acquièrent une importance économique sans cesse croissante, sont étrangères aux personnes coupables de vol ou ayant bénéficié de la perte des titres ; le législateur de 1872 et de 1902 ne vise que les acquéreurs de titres au porteur, même s'ils sont de bonne foi et n'ont commis aucun délit. Il ne s'est nullement proposé d'édicter une répression nouvelle ; il a voulu favoriser le crédit par des garanties plus sérieuses données aux propriétaires de titres au porteur.

Les dispositions des lois de 1872 et de 1902 peuvent être groupées autour de deux points principaux : l'un relatif aux rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur ; l'autre concernant les rapports de ce propriétaire avec les personnes qui ont acquis les titres postérieurement à l'événement qui a déterminé la possession.

§ 1. — RAPPORTS DU PROPRIÉTAIRE DÉPOSSÉDÉ
AVEC L'ÉTABLISSEMENT DÉBITEUR.

Il faut *préalablement* remarquer que la loi du 15 juin 1872, complétée en 1902, protège le propriétaire de titres au porteur, quel que soit l'événement qui l'a dépossédé, qu'il s'agisse d'un vol, d'une perte, d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou même d'un simple anéantissement matériel comme d'un incendie (1). Sans doute, en cas d'incendie, le propriétaire dépossédé serait admis à faire contre l'établissement débiteur la preuve de son droit par tous les moyens (art. 1348, n° 4), et, à cette condition, pourrait demander la délivrance d'un duplicata. Mais il est très difficile d'établir d'une manière certaine que des titres portant tel numéro ont été anéantis, et la protection de la loi de 1872 sera alors utilement invoquée.

D'après l'article 2, le propriétaire dépossédé doit suivre deux procédures : 1° il fera notifier au syndicat des agents de change de Paris un acte d'opposition pour empêcher la négociation du titre, qui, à la Bourse, se ferait par leur entremise ; 2° il fera également notifier au siège de l'établissement débiteur une opposition au paiement des coupons du titre, et, le cas échéant, du capital. Ces deux oppositions, d'après

1. Cf. Note de M. Valéry, sous trib. civ. Seine, 20 mars 1894, D. 95.2.81, et Paris, 10 déc. 1904, S. 06.2.169.

l'article 2 de la loi de 1872, doivent avoir lieu par exploit d'huissier, en vue d'assurer la certitude de la date et d'entraver, par les frais qu'entraîne l'intervention d'un officier ministériel, les oppositions formées à la légère ou de mauvaise foi.

Les formes de ces oppositions sont minutieusement détaillées par la loi, et elles ont pour effet de mettre obstacle désormais à toute transaction sur les titres perdus ou volés et au paiement des intérêts et du capital au profit du porteur du titre qui se présenterait pour recevoir ces paiements.

D'après la loi de 1872, ces deux actes d'opposition étaient indépendants l'un de l'autre ; il résultait de là un inconvénient : il arrivait souvent que le propriétaire dépossédé se bornait à faire l'opposition à paiement. La négociation du titre demeurait donc possible ; puis l'acheteur de bonne foi avait la désagréable surprise de se voir refuser le paiement des coupons ou du capital par l'établissement émetteur, bien que la validité de son acquisition fût incontestable ; il ne pouvait toucher sa créance qu'après avoir obtenu mainlevée de l'opposition. D'où une perte de temps et des frais assez considérables. Cette imperfection de la loi de 1872 a été corrigée par la loi du 8 février 1902, qui donne plus de garanties à la circulation des titres en rendant obligatoire l'opposition à négociation, qui, de plus, doit toujours être notifiée la première.

L'opposition à négociation contient obligatoirement et à peine de nullité, outre une élection de domicile à Paris, le nombre, la nature, la valeur nominale, le numéro, et, s'il y a lieu, la série des titres avec réquisition d'en publier les numéros. L'opposant devra aussi, autant que possible, énoncer les circonstances de son acquisition, l'époque et la date où il a touché les derniers intérêts ou dividendes. L'exploit est accompagné du paiement du coût de l'insertion, qui est de 0 fr. 50 par numéro et par an (Décret du 10 avril 1873). La publication requise doit avoir lieu le surlendemain, au plus tard, du jour où elle a été reçue par le Syndicat des agents de change, dans un Bulletin quotidien dont la publication a été organisée par le décret du 10 avril 1873. « Toute négociation ou transmission postérieure au jour où le Bulletin est parvenu, ou aurait pu parvenir par la voie de la poste, au lieu où elle a été faite, *sera sans effet vis-à-vis de l'opposant...* » Le législateur présume que les tiers qui ont traité depuis la publication ont connu ou dû connaître l'opposition, et que, par suite, ils sont coupables de mauvaise foi ou au moins de négligence. « La loi a voulu donner aux propriétaires de titres au porteur un moyen aussi simple que pratique de se mettre à l'abri des conséquences dommageables de leur dépossession (1). »

1. Note de M. Lyon-Caen, sous Douai, 20 juin 1892. S. 92.2.161.

L'opposition à paiement est faite à l'établissement débiteur par acte d'huissier et dans les mêmes formes que celle qui a été notifiée au syndicat ; cette opposition à paiement doit contenir, à peine de nullité, une copie, certifiée par l'huissier, de la quittance, délivrée par le Syndicat des agents de change, du coût de la publication pour un an. Par suite de cette disposition, introduite en 1902, l'opposition à paiement sera toujours précédée de l'opposition à négociation. La notification au siège débiteur lui impose l'obligation de ne procéder au paiement ni des intérêts ou dividende, ni du capital du titre, jusqu'à ce que mainlevée en ait été donnée par l'opposant ou ordonnée par justice (art. 2). Si le titre est présenté, l'établissement le retiendra contre récépissé et avertira l'opposant (art. 10).

Une fois ces deux oppositions régulièrement faites et les numéros des titres publiés au Bulletin, la situation de l'opposant vis-à-vis de l'établissement débiteur est réglée de la manière suivante : Ou bien le tiers porteur résiste à l'action de l'opposant ; un conflit s'engage entre eux ; la justice prononcera. Ou bien le titre n'est pas représenté ; aucun service des intérêts ni du capital n'est demandé à l'établissement débiteur. Cette situation ne saurait se prolonger sans causer un grave préjudice au propriétaire dépossédé. Celui-ci, après les oppositions requises, pourra se faire autoriser par le tribunal civil à exercer les droits

attachés à son titre, moyennant les conditions suivantes : il faut 1° Qu'une année se soit écoulée depuis l'opposition, sans que celle-ci ait été contredite par un tiers se prétendant propriétaire du titre frappé d'opposition (art. 3 de la loi de 1872, modifié en 1902) ; la contradiction résulte d'un fait quelconque par lequel l'établissement débiteur est avisé qu'un tiers élève des réclamations touchant la propriété du titre (1).

2° Il faut que, dans ce délai d'un an, deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes aient été mis en distribution par l'établissement débiteur ; sinon l'abstention du porteur du titre ne serait pas assez significative. Par conséquent, si un seul coupon a été détaché pendant l'année, il faudra attendre la mise en distribution du coupon suivant. Si le titre n'est pas appelé à bénéficier de coupons périodiques, ou s'il y a eu interruption des distributions périodiques, le service actif du titre ne sera fait à l'opposant qu'après trois ans depuis l'opposition.

3° Après l'expiration de ces délais, l'opposant pourra se faire autoriser, sur requête, par le président du tribunal civil de son domicile, — ou, s'il habite hors de France, par le président du tribunal civil du siège de l'établissement débiteur, — à toucher les intérêts

1. Bézard-Falgas. *Le contentieux des oppositions sur titres d'actions et d'obligations*, Paris, 1908, n° 255.

ou dividendes échus et même le capital des titres frappés d'opposition, dans le cas où ce capital deviendrait exigible.

Le président a un pouvoir discrétionnaire pour statuer ; s'il refuse, l'opposant peut saisir, par voie de requête, le tribunal civil tout entier (art. 3, 4 et 7 de la loi de 1872), qui se prononcera après avoir entendu le Ministère public. Si le tribunal refuse, à son tour, l'autorisation, un appel est possible devant la Cour, conformément au droit commun (l'autorisation du président relève de la juridiction gracieuse et ne correspond pas à un premier degré de juridiction).

4° Dans le cas où l'autorisation est accordée, l'opposant doit, pour toucher les intérêts ou les dividendes, fournir une caution solvable, dont l'engagement s'étendra au montant des coupons échus et au double de la dernière annuité, ou d'une somme égale au montant du capital, si celui-ci est devenu exigible. Après avoir fourni cette caution, l'opposant se fera payer les intérêts, dividendes et principal pour le passé comme pour l'avenir, comme si les titres étaient rentrés dans sa possession. Ces paiements sont libératoires pour l'établissement. Le tiers porteur ne peut s'attaquer qu'à l'opposant et à sa caution, qui garantit la restitution éventuelle des annuités ou du capital. Quand il n'y a eu aucune contradiction de l'opposition, la caution cesse d'être tenue après deux

années, pour les intérêts et les dividendes échus, et après dix ans, pour le capital, depuis l'exigibilité de ce dernier, pourvu qu'alors l'autorisation du président remonte à cinq ans au moins (art. 4 et 5 de la loi de 1872).

L'opposant peut remplacer la caution par un nantissement (art. 6 de la loi de 1872), qui sera restitué, à l'expiration des délais fixés pour la libération de la caution. A défaut de caution et de nantissement, l'opposant peut encore faire déposer le capital par l'établissement débiteur à la Caisse des dépôts et consignations. C'est après le même délai qu'il lui sera permis de le retirer (art. 4 et 5).

Enfin, il est possible que le propriétaire dépossédé désire obtenir un duplicata, c'est-à-dire un titre semblable à celui qu'il a perdu et présentant les mêmes avantages. Il ne le pourra que si le titre primitif est considéré désormais comme sans valeur au regard de l'établissement débiteur, et est désigné comme atteint de cette déchéance sous une rubrique spéciale dans le Bulletin des oppositions. L'article 15 indique que les conditions moyennant lesquelles la délivrance d'un duplicata peut être obtenue d'un établissement débiteur. Il faut : 1^o l'expiration de dix années depuis l'autorisation judiciaire obtenue par l'opposant ; 2^o une publication constante pendant ce délai dans le Bulletin, sans qu'elle ait été contredite ; 3^o le paiement, d'avance, d'une publication complémentaire du nu-

méro du titre dans la partie du Bulletin énonçant les titres frappés de déchéance, pour le nombre total d'années représentées par la feuille des coupons attachés au titre, sans que cette publication puisse être limitée à une durée minimum de dix ans. Si, par la suite, un porteur du titre frappé de déchéance venait à surgir, et à justifier de sa légitime propriété (hypothèse invraisemblable après un laps de temps aussi long), il ne conserverait d'action que contre l'opposant.

§ 2. — RAPPORTS DE L'OPPOSANT AVEC LES TIERS
PORTEURS DU TITRE.

On peut supposer, d'abord, que le tiers porteur se présente au siège de l'établissement débiteur pour toucher les intérêts ou le capital des titres frappés d'opposition, avant que l'autorisation judiciaire de recevoir le service des titres ait été accordé à l'opposant. Dans ce cas, d'après l'article 10, l'établissement retiendra provisoirement les titres contre un récépissé remis au porteur ; il doit, de plus, avertir l'opposant, par lettre chargée, de la présentation des titres, en lui faisant connaître le nom et l'adresse du tiers porteur. Les deux adversaires seront ainsi mis en présence : le tiers porteur fera sommation à l'opposant d'avoir à introduire dans le délai d'un mois une demande en revendication, qui sera, conformément au droit commun, portée devant le tribunal du domi-

cile du défendeur. Cette sommation sera signifiée au domicile de l'opposant, et, si celui-ci n'a pas de domicile connu en France, au domicile élu par lui à Paris dans l'opposition notifiée au Syndicat des agents de change.

L'article 17 indique les énonciations que l'opposition doit contenir ; cette sommation est accompagnée en outre d'une assignation à l'opposant à comparaître dans un délai, qui ne pourra être moindre d'un mois à l'audience des référés devant le Président du tribunal du domicile du porteur, pour y entendre prononcer la mainlevée de l'opposition. Puis, d'après l'article 18, si, au jour fixé pour la comparution en référé, l'opposant ne justifie pas avoir intenté une demande en revendication, le juge des référés devra prononcer la mainlevée immédiate. L'action en revendication, si elle est formée, sera elle-même de la compétence du juge des référés, car il incombe à l'opposant de prouver que les titres lui ont effectivement appartenu. S'il ne produit aucun document probant, il y aura encore lieu à mainlevée.

En supposant, maintenant, que le revendiquant prouve son droit de propriété, obtiendra-t-il la restitution de son titre ? Il faut ici distinguer : 1° le voleur, le receleur ou l'acquéreur de mauvaise foi sera condamné à restituer le titre sans préjudice des dommages-intérêts encourus, aux termes de l'article 1382 du Code civil.

2° Si, au contraire, le porteur du titre est un possesseur de bonne foi, il faut encore sous-distinguer suivant que le détenteur actuel a acquis le titre avant ou après la publication de l'opposition.

a) Le porteur de bonne foi a acheté le titre avant que le premier numéro du Bulletin, dans lequel l'opposition a été publiée, soit parvenu par la poste au lieu de son acquisition. Il appartient alors au porteur de prouver l'antériorité de son acquisition par un bordereau d'agent de change ou par d'autres actes probants et non suspects, antérieurs à l'opposition et ayant acquis date certaine, conformément à l'article 1328 du Code civil, à moins que la négociation n'ait eu un caractère commercial pour l'acheteur. Une fois cette antériorité prouvée, le litige est régi par l'article 14, aux termes duquel, à l'égard des négociations ou transmissions des titres antérieurs à la publication de l'opposition, il n'est pas dérogé aux articles 2279 et 2280 du Code civil. Il s'agit alors de savoir comment ces règles du droit commun doivent être appliquées aux titres au porteur.

Il est certain d'abord que si les titres au porteur n'ont été ni volés ni perdus, mais détournés par l'effet d'une escroquerie ou d'un abus de confiance, l'acquéreur de bonne foi est à l'abri de toute revendication de la part du propriétaire.

Si les titres ont été perdus ou volés, la victime conserve pendant trois ans, à partir du jour de sa dépos-

session, le droit de les revendiquer contre le possesseur de bonne foi (art. 2279). Mais ce droit est singulièrement amoindri par l'existence d'une exception dont dispose l'acheteur du titre, et qui lui permet de se faire rembourser le prix d'acquisition toutes les fois qu'il l'a acheté ou fait acheter par un intermédiaire dans une Bourse française ou étrangère, ou encore lorsqu'il s'en est porté adjudicataire dans une vente aux enchères publiques faite par un notaire, ou enfin lorsqu'il l'a acheté à une personne ayant pour profession de vendre de semblables titres (un changeur, ou, peut-être, un banquier). Dans ces conditions, le propriétaire dépossédé ne songera à exercer la revendication de son titre que si celui-ci a acquis en Bourse une plus-value notable depuis le jour où il a été acheté par son possesseur actuel. En tout cas, si le demandeur n'offre pas, à l'audience, de rembourser le prix de l'acquisition, le juge des référés prononce la mainlevée de l'opposition (art. 18).

La personne dépossédée dont la revendication échoue, soit par suite de l'application de la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », soit parce qu'il lui est impossible de rembourser au défendeur son prix d'acquisition, n'a-t-elle pas au moins la ressource d'une action en indemnité contre celui qui a transmis le titre au détenteur actuel ? Cette responsabilité ne saurait être engagée que si un dol ou une négligence grave était relevée à la charge de l'inter-

médiaire. La jurisprudence décide que celui-ci est à l'abri de tout reproche et s'est montré suffisamment prudent dès qu'il s'est assuré de l'identité et du domicile de l'offrant (1). Mais il convient de noter que les agents de change ne sont responsables des négociations faites par leur entremise que si les oppositions leur ont été signifiées personnellement ou si elles ont été publiées dans le Bulletin (art. 12 de la loi de 1872). Cette règle s'explique par l'affluence des ordres de bourse qui sont transmis aux agents de change et par l'impossibilité où ils se trouvent de procéder à des enquêtes sur la situation des personnes qui leur donnent ces ordres.

b) Le titre, au moment où le porteur en fait l'acquisition, avait été l'objet d'une publication régulière dans le Bulletin, et le numéro du Bulletin contenant les indications à son égard était déjà parvenu au lieu de la négociation le jour où celle-ci s'est opérée, Alors la négociation est sans effet au regard de l'opposant; la loi considère que toute personne qui achète directement ou par intermédiaire une valeur au porteur doit se reporter au Bulletin, afin de voir si le titre y est ou non mentionné. En s'abstenant de montrer cette prudence, elle commet une faute lourde assimilée au dol, et elle perd le bénéfice de la règle :

1. Cass., 18 juillet 1886, *Pand.* 86. 1 225; 16 juillet 1907, *Gaz. Pal.*, 16 oct. 1907.)

en fait de meubles, possession vaut titre. L'acquéreur est tenu de rendre le titre à son propriétaire, sans pouvoir réclamer le remboursement du prix versé.

Enfin, on peut supposer que le porteur ne se révèle et ne prétende à un droit de propriété sur un titre frappé d'opposition qu'après l'autorisation judiciaire obtenue par l'opposant, de recevoir le service actif du titre. Le porteur peut néanmoins poursuivre la mainlevée de l'opposition en employant la procédure décrite par l'article 17.

Pour en terminer avec la loi de 1872, modifiée en 1902, il faut signaler qu'elle s'applique également à l'hypothèse où l'on se trouve dépossédé, par un événement quelconque de coupons détachés d'un titre au porteur (art. 2 *in fine*). Mais il suffit alors d'adresser à l'établissement débiteur une opposition au paiement des coupons perdus, et il n'est pas nécessaire de pratiquer une opposition à négociation. Si l'opposition à paiement n'a pas été contredite par un tiers porteur, l'opposant pourra, après trois ans à compter de l'échéance de chaque coupon et de l'opposition, en réclamer le paiement à l'établissement débiteur sans aucune autorisation (art. 8), et ce paiement sera définitivement libératoire.

Telles sont, dans leur ensemble, les dispositions édictées par les lois de 1872 et de 1902.

Deux catégories de valeurs sont soustraites à son

mpire et à la protection qui en résulte ; ce sont :

1^o Les billets de banque émis par les établissements légalement autorisés, tels que la Banque de France, et qui tiennent lieu de monnaie (art. 16) ; la raison en est facile à comprendre ; ce sont des titres payables à vue et qui, à la différence des titres au porteur véritables, sont des valeurs de circulation et non de placement ; ils représentent en réalité une monnaie ;

2^o La loi de 1872 est encore étrangère aux rentes et aux autres titres au porteur émis par l'Etat (art. 16) ; c'est l'application du principe qui interdit de faire aucune opposition sur ces titres au Trésor, afin de ne pas compliquer la comptabilité publique (1). Toutefois, en fait, les propriétaires de rentes sur l'Etat sont admis à faire au Trésor une déclaration de perte dont il est tenu compte et, lorsqu'un certain temps s'est écoulé sans que personne ait présenté les coupons, cette Administration consent à délivrer un duplicata, moyennant le dépôt d'un cautionnement en espèces ou en titres nominatifs, représentant la valeur du capital de la rente augmentée de cinq années d'arrérages. Ces cautionnements sont restitués, d'après l'article 16, si, dans les vingt ans qui auront suivi le dépôt, aucun tiers porteur n'a formé une demande, soit pour les arrérages, soit pour le capi-

1. Lois du 8 nivôse an VI, art. 4, et du 22 floréal an VII, art. 7.

tal. Le Trésor est alors définitivement libéré envers les porteurs des titres primitifs, qui ne possèdent plus qu'une action personnelle contre la personne qui aura obtenu le duplicata (1).

. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. VII, n° 648.

CHAPITRE II

Les divers systèmes législatifs en matière de dépossession de titres au porteur perdus ou volés.

§ 1. — NOTIONS GÉNÉRALES.

L'idée de protéger les propriétaires de titres au porteur, d'organiser à leur profit des garanties, pour que la fraction souvent considérable de leur fortune, représentée par des titres de cette nature, soit à l'abri d'un vol ou d'une perte fortuite, se retrouve dans la plupart des législations. Toutefois les mesures qu'elles ont édictées dans ce but ne sont pas uniformes ; de là la possibilité de conflits internationaux.

On peut dire, d'une manière générale, que si la plupart des législations étrangères ont prévu le cas de perte ou de vol de titres au porteur et organisé, pour y remédier, des procédures d'annulation et de reconstitution des titres perdus ou volés, elles ne se sont pas préoccupées au même degré de mettre obstacle à la négociation de ces titres ; de sorte que, si la victime du vol ou de la perte est garantie dans

ses relations avec l'établissement débiteur, elle n'est pas aussi efficacement protégée contre le danger des négociations faites à son insu par le détenteur actuel du titre. C'est, en effet, un principe très généralement adopté dans les pays étrangers que la revendication du titre par le propriétaire dépossédé n'est pas admise ; l'acquisition faite par un acheteur de bonne foi rend celui-ci propriétaire, malgré la perte ou le vol de ce titre.

En définitive, deux intérêts principaux réclament ici une sécurité ; c'est d'abord celui du propriétaire dépossédé qui milite en faveur de la revendication du titre perdu ou volé ; c'est, d'autre part, l'intérêt du crédit, au nom duquel la circulation du titre au porteur doit être assurée sans obstacle, de la main à la main, quelle que soit la circonstance qui en ait enlevé la possession à son véritable propriétaire. De là, deux systèmes législatifs se conçoivent comme possibles : l'un faisant prédominer les intérêts du propriétaire et lui accordant la revendication, l'autre donnant la préférence au porteur actuel et le mettant à l'abri de toute action tendant à le dépouiller du titre. Les avantages et les inconvénients de ces deux systèmes, appelés le premier *système français*, le second *système allemand*, ont été très nettement décrits par M. Lévy-Ullman : « Si le premier procédé (celui de la loi du 15 juin 1872) présente l'incontestable avantage d'offrir au porteur dépossédé une sécurité complète, il

comporte cependant, d'autre part, un inconvénient frappant : il sacrifie totalement les intérêts de celui qui a acquis, à la suite de la dépossession involontaire de l'ancien porteur, le titre qui appartenait à ce dernier. Or, ce nouveau porteur peut être de bonne foi ; il peut avoir acheté le titre après qu'il a fait l'objet de transmissions nombreuses, et il se peut aussi que rien ne lui ait révélé le vice initial qui entachait l'une des transmissions antérieures. En protégeant l'ancien porteur, on frappe le nouveau. Dès lors, avec ce système, celui qui acquiert un titre au porteur peut être assuré qu'il n'en sera jamais dépossédé contre sa volonté sans trouver dans la loi un remède efficace ; par contre, jamais il ne sera certain d'avoir été rendu propriétaire incommutable du titre qui a fait l'objet de son acquisition. Il pourra toujours craindre de se voir actionner en revendication par un propriétaire qui en aurait été dépossédé antérieurement contre sa volonté. Avec cet inconvénient, le procédé peut donc paraître pire encore que le mal auquel il paraît remédier. On peut estimer que, loin d'augmenter l'attrait des valeurs mobilières, il est de nature à en écarter les capitalistes. Un autre procédé, qui ne présente pas les inconvénients du précédent, est concevable. Il consiste à supprimer totalement la revendication en matière de titres au porteur. De la sorte, l'acquéreur d'un titre au porteur n'aura jamais à craindre d'avoir à le restituer. Il s'en considérera à bon droit

comme propriétaire incommutable. Grâce à ce procédé, le titre circulera avec plus de facilité : on pourra l'acheter, le vendre, sans aucune contestation de propriété, sûr qu'en l'achetant on en devient propriétaire. Ce second procédé, diamétralement opposé au précédent, présente également un inconvénient corrélatif. Si le nouveau porteur se trouve à l'abri de tout recours, l'ancien porteur involontairement dépossédé n'a plus aucun moyen de recouvrer son titre. C'est lui qui, cette fois, est sacrifié au profit de l'acquéreur subséquent (1). »

D'ailleurs ces deux conceptions nettement tranchées ne se retrouvent pas avec des caractères aussi absolus dans les législations qui se sont inspirées d'elles : certaines lois qui se rattachent au système allemand (la loi allemande elle-même), accordent au propriétaire dépossédé une action en dommages-intérêts contre divers intermédiaires ; ce qui compense, dans une certaine mesure, la perte du droit de revendication.

Les différences entre les mesures prises dans les différents pays pour la protection des titres au porteur s'expliquent par la diversité des conceptions juridiques régnautes sur la nature de la transmission

1. *Bulletin du Congrès international du commerce et de l'industrie*, session de 1900, n° 1, p. 47.

de la valeur mobilière par les titres au porteur (1).

En France, la transmission du titre au porteur est considérée comme la cession d'une créance, dont l'aliénation s'accomplirait par un procédé plus simple que celui dont le Code civil prescrit l'emploi pour les créances ordinaires (art. 1689 et s.), et serait parfaite par la simple tradition. (Nous devons signaler toutefois l'opinion professée avec éclat par M. Thaller (2), en vertu de laquelle la négociation du titre au porteur repose sur une délégation et non sur une cession, l'établissement émetteur s'étant engagé par avance à faire le service du titre à celui qui se présentera muni de ce document.)

Mais, la conception suivie généralement en France, assimilant la transmission du titre au porteur à une cession simplifiée d'une créance, entraîne cette conséquence que si le titre perdu ou volé vient à être cédé, la propriété n'en est pas moins restée sur la tête de la victime du vol ou de la perte, avec la ressource de l'action en revendication.

Au contraire, dans le système allemand, le droit du porteur dérive directement de l'engagement que le souscripteur assume envers lui, par la création du titre, de faire au profit de ce porteur le service actif

1. Cf. sur ce point Garassus. *De la revendication des titres au porteur perdus ou volés*, Thèse, Paris, 1902, n° 334.

2. *Traité de droit commercial*, 4^e éd., 1910, n° 605, et *De la nature juridique du titre de crédit*, n° 148 et s.

du titre ; une fois le titre entré dans la circulation, la promesse unilatérale qui y est contenue revêt un caractère irrévocable ; le créateur du titre est tenu directement envers quiconque en sera investi.

Une fois cette idée admise, il s'agit de préciser le moment auquel l'obligation de l'établissement émetteur prend naissance envers le porteur. L'opinion la plus générale est qu'en rédigeant le titre et en le signant, le souscripteur a manifesté suffisamment sa volonté de s'obliger et, dès qu'il est dessaisi du titre au porteur, aucune rétractation n'est possible de sa part ; il n'y a pas à rechercher si la mise en circulation des titres provient d'un vol, d'une perte ou d'une émission régulière : dans l'intérêt de la circulation du titre, le droit du porteur ne saurait dépendre des circonstances de l'émission ; il existe, du moment que l'engagement de l'établissement émetteur est contenu dans un titre régulier en la forme, donnant lieu à tout détenteur de penser qu'il pourra s'en prévaloir. Le système allemand, accepté également en Italie, aboutit donc à des conséquences très favorables pour le porteur, dont la situation est toujours préférable à celle du propriétaire dépossédé. Le titre, suivant

1. Cf. Saleilles, *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du Code civil pour l'Empire Allemand*, nos 267 à 280, 2^e éd., 1901 ; Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, Paris, 1891, Tome I^{er}, p. 183 et s. ; Thaller, *Traité*, n^o 889.

l'expression de M. Thaller, est, dans ce système, le générateur du droit.

On comprend qu'avec des conceptions aussi opposées sur la nature juridique du titre au porteur les systèmes français et allemands ne soient pas amenés à accorder une protection identique à la victime du vol ou de la perte d'un titre de cette catégorie.

Voici l'indication des règles suivies relativement à la perte ou au vol de titres au porteur par les diverses législations étrangères, en distinguant le groupe qui s'inspire du système français et celui qui se rattache à la conception allemande.

1° Législations qui suivent le système français.

Ce sont les moins nombreuses : nous citerons l'Espagne, le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie. Dans ces pays, le titre au porteur est considéré surtout comme une valeur de placement et la revendication du titre par le propriétaire dépossédé se trouve favorisée.

Espagne. — Les dispositions de la loi espagnole relatives aux titres au porteur perdus ou volés sont contenues dans les articles 547 à 566 du Code de commerce de 1885. Ces dispositions s'appliquent aux titres émis par l'Etat (art. 547), aussi bien qu'à ceux créés par les particuliers à la condition d'être garan-

tis par une hypothèque (art. 548), comme aux titres étrangers (même texte). L'opposition à paiement n'est en principe possible qu'en vertu d'un jugement ; cependant, si la victime du vol ou de la perte a acquis ses titres en Bourse, et s'il peut, à l'aide d'un certificat de l'agent de change qui a servi d'intermédiaire désigner les numéros des titres perdus, il n'y a pas nécessité de prendre un jugement. L'opposition ne devient définitive que si elle est confirmée par la justice, dans le délai d'un mois (art. 565) ; ce second jugement ordonne la publication dans trois journaux (*Gazette de Madrid, Bulletin Officiel de la province et Journal Officiel des annonces*). Moyennant ces formalités, l'opposition à paiement produit les mêmes effets qu'en France (art. 551 et 553).

Il faut, en second lieu, une opposition à négociation, qui doit être notifiée à la Chambre syndicale des agents de change et ratifiée par un jugement dans les neuf jours qui la suivent sous peine d'être non avenue (art. 561). Toutefois, le délai de ratification judiciaire est porté à un mois, si le propriétaire déposé a acquis ses titres en Bourse et peut en fournir la preuve (art. 565). Comme en France, l'effet de l'opposition à négociation est de sauvegarder les droits du propriétaire, si elle est antérieure, quant à sa publication légale, à l'acquisition du titre par le tiers porteur ; sinon l'acquéreur de bonne foi est à l'abri de toute revendication quand il a acheté le titre par

l'intermédiaire d'un agent de change, d'un courtier ou d'un notaire public.

Le système espagnol est donc très voisin de la loi française de 1872 ; la principale différence consiste dans la nécessité d'une confirmation judiciaire de l'opposition à négociation et d'une permission de la justice pour pratiquer l'opposition à paiement.

Grand-Duché de Luxembourg. — Les précautions contre la perte ou le vol des titres au porteur sont régies, dans le Grand-Duché, par la loi du 16 mai 1891, qui a combiné la loi française de 1872 avec le décret du 10 avril 1873 relatif à l'exécution des articles 11 et 13 de la loi précédente. La loi luxembourgeoise de 1891 protège même les porteurs de rentes sur l'Etat, mais ne s'applique pas aux billets de banque.

Elle admet la fusion des deux oppositions à paiement et à négociation ; ces oppositions sont publiées dans un Journal Officiel, *Le Mémorial*, mais elles ne sont pas faites d'une façon continue : les Banques et les Bourses sont informées, par des avis spéciaux, de la perte ou du vol des titres au porteur ; la procédure et l'exercice de l'action en revendication sont ainsi soumis aux mêmes règles qu'en France, mais la législation luxembourgeoise contient une sanction particulière visant la personne qui, de mauvaise foi, a formé une opposition, ou obtenu, en vertu d'une opposition, un paiement quelconque ou un duplicata : cette

personne est punie d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende (1).

Roumanie. — Une loi du 18 janvier 1883 est venue protéger les propriétaires de titres au porteur contre les dangers de perte ou de vol. Cette loi se rapproche de celle du Luxembourg par deux ressemblances : 1° Toute opposition pratiquée par une personne de mauvaise foi donne lieu à un emprisonnement et à une amende sans préjudice des dommages et intérêts envers le tiers porteur ; 2° Les oppositions à paiement et à négociation sont réunies en une seule, qui est publiée dans le *Moniteur Officiel*, et, en outre, dans deux journaux, paraissant, l'un au domicile du débiteur, l'autre au domicile de l'opposant. Celui-ci est autorisé à toucher les intérêts et, au besoin, le capital par un jugement qui ne peut intervenir que deux ans après l'opposition ; l'action en revendication est assujettie à la même procédure qu'en France, mais elle est prescrite par l'expiration d'un laps de temps de dix années à dater de la dépossession. En outre, le propriétaire peut revendiquer, même contre un acquéreur de bonne foi, ayant acheté le titre avant la publication de l'opposition. Mais celui-ci a droit au remboursement de son prix d'achat, si la négociation a eu lieu par l'intermédiaire d'un agent de change ou d'un banquier.

1. Garassus, *Thèse*, n° 359 et 360.

Tels sont les trois pays qui appliquent le système adopté par la loi française de 1872, et qui assimilent la transmission des titres au porteur à une cession de créance simplifiée et valable par la seule tradition, avec cette conséquence que la cession d'un titre perdu ou volé laisse place à une action en revendication de la part du propriétaire.

2° *Législations se rattachant au système allemand.*

Elles sont beaucoup plus nombreuses, et elles présentent, dans l'ensemble, ce trait commun que la transmission du titre au porteur ne correspond pas à une cession véritable ; le titre ne crée pas la dette ; là où se trouve le titre, là est l'ayant droit, et, quand même la cause de la mise en circulation serait irrégulière, l'engagement de l'établissement émetteur n'en conserve pas moins sa valeur. Dès lors, l'intérêt du porteur actuel du titre est regardé comme préférable à celui de la victime du vol ou de la perte et la revendication est difficilement admise au profit de ce dernier. Cette conception domine les législations des pays ci-après énumérés :

Allemagne (1). — Le droit de revendication contre

1. Consulter, en ce qui concerne la législation allemande, l'étude du professeur Kaufmann, dans la *Zeitschrift für Völkerrecht und Bundesstaatsrecht*, 1911, p. 1, dont une analyse très développée a été donnée par la *Revue de Droit International privé*, 1911, p. 504 et s. Cette

l'acquéreur de bonne foi est refusé, en principe, au propriétaire dépossédé (1). Toutefois, pour ne pas sacrifier complètement les intérêts du propriétaire dépossédé, le Code de commerce de 1897 (art. 367) décide que les banquiers et changeurs seront, en principe, responsables des négociations des titres au porteur, qu'ils auront opérées malgré les avis de perte insérés pendant un an au moins dans un organe officiel de publicité (*Deutsche Anzeiger*).

En outre, dans certains cas de perte ou de destruction, et moyennant l'observation de certaines formalités, le propriétaire dépossédé peut obtenir l'annulation du titre primitif et la délivrance d'un duplicata en recourant à une procédure dite provocatoire (art. 823 à 850 du Code de procédure civile). A cet effet, le propriétaire doit insérer, dans un Indicateur officiel, l'avis de sa dépossession, puis saisir le tribunal cantonal du domicile de l'établissement débiteur d'une requête de forclusion; sommation est alors faite par le juge, au moyen d'affiches et d'annonces dans les journaux, à ceux qui affirmeraient être propriétaires du titre, de faire valoir leur droit dans un délai déterminé. Si le tiers porteur se présente dans ce délai et

étude a été faite en réponse à un questionnaire (auquel nous faisons allusion plus loin), adressé à l'auteur par l'*Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères*. Cf., *infra*.

1. Art. 935 du Code civil allemand entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900 ; et Saleilles, *op. cit.*, nos 284 à 288.

conteste les droits du propriétaire dépossédé, le juge ajourne sa décision, afin de permettre aux deux adversaires de faire trancher la question de propriété. Si personne ne contredit l'affirmation du propriétaire, un jugement de forclusion est rendu, qui frappe de nullité le titre primitif et autorise la délivrance d'un duplicata. Après l'expiration de dix années, cette décision devient définitive.

Malgré cette procédure provocatoire, le propriétaire dépossédé demeure exposé pendant son cours à subir un grave préjudice, car l'établissement émetteur peut, sans encourir aucune responsabilité, payer, dans l'intervalle, les intérêts ou le capital du titre sans encourir aucune responsabilité. De plus, cette procédure est sans application aux coupons qui, détachés du titre, viendraient à être perdus ou volés.

Etats-Unis. — Les questions de perte ou de vol de titres au porteur publics ou privés, y compris les billets de banque, y sont régis par le droit commun. Du moment que le tiers porteur est de bonne foi, il est à l'abri de la revendication du propriétaire dépossédé, sauf s'il détient le titre en vertu d'une acquisition à titre gratuit. Mais on s'efforce d'entraver le plus possible, au moyen d'un système de publicité, consistant notamment en circulaires adressées aux Bourses importantes ou en annonces dans les journaux, la transmission des titres perdus ou volés. D'autre part, l'opposition à paiement est possible, de la part de la

victime du vol ou de la perte, au siège de l'établissement émetteur. En pareil cas, celui-ci ne peut plus procéder à la négociation des titres, et il est tenu de payer soit les intérêts ou dividendes, soit le capital à l'opposant, si celui-ci justifie de l'identité des titres devant les Cours d'équité ; il semble admis que la délivrance d'un duplicata pourrait être admise par les tribunaux (1).

Angleterre. — D'après la pratique générale suivie au Stock Exchange, la revendication du propriétaire dépossédé n'est pas admise contre le tiers de bonne foi qui a acquis à titre onéreux la possession du titre au porteur. Peu importe que ce titre ait été perdu ou volé, que l'acquisition ait eu lieu en Bourse ou par l'emploi d'un intermédiaire non officiel ; la revendication est possible, même contre un acquéreur de mauvaise foi, à la condition que son auteur ait été de bonne foi.

Cependant, il est admis à la Bourse de Londres que la négociation des valeurs françaises ou égyptiennes peut être entravée, parce que ces valeurs, en cas de vol, font l'objet d'oppositions dont l'Angleterre admet la validité et qui permettent au propriétaire dépossédé de récupérer les titres perdus ou volés. Toutefois, pour obtenir ce résultat, la preuve de la mauvaise foi du détenteur actuel est nécessaire, si celui-ci a acquis la

1. Garassus, n° 339.

valeur, non à la Bourse, mais d'un simple particulier. Sur les litiges susceptibles de se produire en cette matière, le Comité du Stock Exchange statue sans recours.

Enfin, moyennant caution, mais sans aucune formalité de publicité, le propriétaire dépossédé peut, comme aux Etats-Unis, obtenir le paiement des coupons ou même du capital du titre devenu exigible (1).

Autriche-Hongrie. — L'Autriche-Hongrie refuse, comme l'Allemagne, au propriétaire dépossédé la faculté de revendiquer contre l'acquéreur du titre. Toutefois, une procédure d'annulation ou d'amortissement, analogue à celle de l'Allemagne, fonctionne dans ce pays.

Belgique. — En Belgique, les articles 2279 et 2280 règlent la matière. C'est dire que le propriétaire dépossédé, pas plus qu'en Allemagne, n'a la ressource de la revendication, et aucune atténuation n'est apportée à ce système pour les titres émis par l'Etat.

Quant aux autres titres, la jurisprudence paraît y admettre la faculté, pour le propriétaire, de former une opposition en paiement, assez analogue, dans ses effets, à celle que permet la loi française de 1872. Mais, aucune loi ne liant les magistrats belges, ceux-ci sont plus ou moins impressionnés par les circonstan-

1. Sarfatti, *La rivendicazione di titoli al portatore nel diritto Inglese. Revista del diritto commerciale e delle obbligazioni*, Milan, 1908, p. 407.

ces de fait ou par l'opinion personnelle qu'ils se forment sur la nature juridique du titre au porteur, de sorte que le propriétaire dépossédé n'a pas, en Belgique, un droit acquis à la protection des tribunaux.

Deux projets de loi sur la matière sont venus en discussion, dans ce pays : le premier, inspiré du système français, a échoué en 1876 ; le second, se rattachant à la conception allemande, et refusant au propriétaire dépossédé toute action en revendication contre un tiers porteur de bonne foi, a été déposé en 1886, puis a été abandonné (1).

Egypte. — Il n'existe, en Egypte, de législation spéciale sur la perte ou le vol de titres au porteur qu'à l'égard des fonds d'Etat (Décret beylical du 22 juin 1886). D'après ce décret, le propriétaire dépossédé peut aviser du vol ou de la perte la commission de la Dette, et en justifiant de son droit de propriété sur le titre, obtenir qu'il soit sursis au paiement des arrérages ; mais si, en fait, ceux-ci étaient payés au tiers porteur, la Commission ne serait pas responsable. Le propriétaire n'aurait que son recours contre l'acquéreur. Comme en France, le sursis à paiement met obstacle aux négociations ultérieures, et rend nulles et non avenues au regard du propriétaire du titre les acquisitions qui auraient lieu par la suite.

Quant aux titres au porteur émis par des particu-

1. Garassus, n° 348.

liers ou par des Sociétés, la jurisprudence statue souverainement sur les litiges qui s'élèvent en matière de perte ou de vol.

La législation grecque applique des règles sensiblement analogues aux articles 2279 et 2280 du Code civil français (voir la loi du 7 août 1884). Elle ne prévoit pas l'opposition à paiement, mais elle permet au propriétaire dépossédé par une perte ou un vol d'agir en revendication contre le voleur lui-même, ou son ayant cause si celui-ci est de mauvaise foi ; aucune revendication n'est admise contre d'autres personnes.

Hollande. — Il faut distinguer, dans ce pays, les rapports du propriétaire dépossédé avec le tiers porteur, de ceux avec l'établissement débiteur.

Entre le propriétaire dépossédé et un porteur de bonne foi, la perte ou le vol, qu'il s'agisse de titres au porteur émis par l'Etat ou créés par des particuliers, sont régis par des règles analogues à celles contenues dans les articles 2279 et 2280.

Dans les rapports du propriétaire dépossédé et de l'établissement débiteur, il faut distinguer trois catégories de titres : les billets de banque, les titres émis par l'Etat, enfin les autres titres au porteur. Pour les premiers, les lois du 26 avril 1852 et du 22 décembre 1853 ne permettent pas au propriétaire dépossédé d'agir contre l'établissement émetteur ; il ne peut être indemnisé de la perte qu'en établissant l'identité du

billet à l'aide des fragments restés en sa possession. Pour les titres émis par l'Etat, les lois des 30 mai 1847, 2 mai 1851 et 17 avril 1887 prévoient les hypothèses de perte, de vol ou de destruction. Une procédure, tendant à l'annulation et à la délivrance d'un duplicata, autorisée par le Roi, est organisée par cette législation. Aucune disposition analogue n'est édictée pour la perte ou le vol des autres titres au porteur (titres émis par les villes, les sociétés et les particuliers) ; mais la jurisprudence hollandaise oblige l'établissement débiteur à retenir les revenus et le capital du titre, sur la défense faite par le propriétaire dépossédé d'opérer le paiement du coupon ou du capital.

Italie. — Le principe de la non-revendication des titres au porteur est admis en Italie. L'action n'est recevable que si elle est dirigée contre ceux qui ont trouvé ou volé le titre ou l'ont acquis de mauvaise foi (art. 56 et 57 du Code de com.). L'opposition à paiement, admise depuis la loi du 10 juillet 1861 pour les titres au porteur émis par l'Etat, n'a été autorisée pour les autres titres qu'en cas de destruction ; le propriétaire dépossédé pouvait alors, moyennant certaines formalités, obtenir le paiement des intérêts et du capital et se faire délivrer un duplicata du titre, (art. 56 du Code de com.). Mais ces dispositions ne paraissent pas s'étendre à la perte ou au vol ; aussi la jurisprudence italienne décide-t-elle que le propriétaire dépossédé pour toute autre cause que la des-

truction de son titre subit une perte irréparable.

Une loi du 9 avril 1908 est venue remédier partiellement à cette situation pour les titres représentant des dépôts dans les banques. Le propriétaire dépossédé a le droit de pratiquer une opposition au siège de l'établissement débiteur. Dans les quinze jours de cette opposition, il doit adresser une requête à l'autorité judiciaire pour obtenir que les intérêts et le capital du titre volé ou perdu soient retenus par l'établissement débiteur. Si la preuve de la propriété du demandeur est jugée suffisante et corroborée, au besoin, par des éclaircissements de l'établissement débiteur, ce dernier est autorisé définitivement à ne pas payer les coupons ou le capital du titre ; le tiers détenteur peut alors faire valoir ses droits contre le propriétaire dépossédé, dans un délai fixé par le tribunal, et qui ne saurait être inférieur à six mois. Si, dans l'intervalle, aucun tiers détenteur ne s'est fait connaître, le titre perdu ou volé est annulé ; son détenteur actuel ne peut exercer aucun droit vis-à-vis de l'établissement dépositaire, et il ne peut agir que contre la personne qui a obtenu le duplicata (1).

Le Portugal. — Le Code civil portugais (art. 532 à 534) permet la revendication des meubles en cas de perte ou de vol pendant six ans, et même pendant

1. Riccardo Fubini. *La loi italienne du 9 avril 1908 sur l'émission, en cas de perte, de duplicatas de titres représentant les dépôts dans les Banques.* *Revue trimestrielle de droit civil*, 1900, p. 244.

dix ans, si le possesseur est de mauvaise foi et n'a pas de juste titre ; ces règles s'appliquent aux titres au porteur.

Dans les rapports du propriétaire dépossédé et de l'établissement débiteur, le Code de commerce autorise le propriétaire à faire défense à l'établissement de payer les revenus ou le capital du titre perdu ou volé. Il peut même obtenir du tribunal de commerce du domicile du débiteur l'autorisation de toucher ces revenus et ce capital en fournissant caution pendant cinq ans ; enfin, le même tribunal peut autoriser la délivrance d'un duplicata.

Russie. — Les fonds d'Etat au porteur sont régis par l'ukase du 27 janvier 1895 et l'arrêté du ministre des Finances du 5 février 1895. Moyennant certaines conditions (déclaration de la perte des titres à la Commission Impériale d'amortissement à Saint-Pétersbourg et autorisation du ministre des Finances) le paiement des intérêts et même le remboursement du capital peuvent être effectués au propriétaire. Celui-ci peut recevoir de suite le capital devenu exigible, en fournissant un cautionnement qui doit rester déposé pendant trente ans à la Commission Impériale d'amortissement.

Dans les Etats Scandinaves, tout au moins en *Danemark* et en *Norvège*, les règles concernant la prescription des meubles, dont la durée est de vingt années, ont été étendues aux titres au porteur émis

par des Sociétés ou par des particuliers. Quant aux fonds d'Etat et aux effets publics au porteur, ils bénéficient d'une sorte de prescription instantanée. *En Suède*, la situation du propriétaire dépossédé n'est pas réglementée.

Suisse. — Depuis le Code civil suisse du 10 décembre 1907, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1912, une législation uniforme pour tous les cantons est applicable pour les titres au porteur.

Le Code civil suisse (art. 850 et s.) distingue deux hypothèses : 1° La perte ou le vol concerne des coupons isolés ou des titres démunis de coupons et ne produisant pas d'intérêt. Alors, d'après l'article 857, « le juge du domicile du débiteur peut, sur la requête de la personne qui établit avoir possédé et perdu la pièce, ordonner que la somme à payer sera consignée en justice, soit immédiatement, soit à l'échéance, suivant qu'elle est échue ou non, pour être délivrée au demandeur après l'expiration du délai de prescription (qui est de cinq ans), si aucun ayant droit ne s'est présenté jusque-là. »

2° Dans tous les autres cas de dépossession, la procédure est un peu plus compliquée. Sur la demande du propriétaire dépossédé, le juge du domicile du débiteur fait sommation au détenteur inconnu d'avoir à produire le titre ou le talon dans un certain délai. Cette sommation est publiée à trois reprises dans le *Journal Officiel du commerce*, ou dans d'autres jour-

naux si le juge l'estime utile. Si aucun tiers porteur des titres, feuilles ou talons, ne se présente dans le délai fixé, l'annulation des titres, rendue publique, est prononcée par le juge et le demandeur est mis en possession de nouveaux titres, talons ou feuilles (art. 850 à 856). Si, au contraire, les titres sont présentés dans le délai imparti par le juge, un procès s'engagera entre le tiers porteur et le propriétaire dépossédé, et la justice statuera.

Enfin, *en Turquie*, on rencontre une législation qui s'inspire à la fois du système français et du système allemand. La revendication par le propriétaire de titres au porteur perdus ou volés est admise pendant quinze ans, à compter de la dépossession (Code civil ottoman, art. 1635 et 1636) ; elle est possible contre tous les acquéreurs même de bonne foi et sans indemnité ; mais cette action ne peut être exercée qu'à une condition nécessaire : il faut que l'un des plaideurs soit de nationalité ottomane. Mais l'influence allemande reparait quant à la réglementation des rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur ; aucune opposition à paiement n'est admise pour les titres d'Etat, ni même, semble-t-il, pour les autres (1).

Telles sont les principales législations étrangères ; la plupart s'écartent donc sensiblement de la nôtre en faisant prévaloir l'intérêt du porteur du titre sur

1. Garassus, n° 376.

celui du propriétaire dépossédé. La diversité de ces législations implique la possibilité de conflits nombreux en matière de titres au porteur perdus ou volés. Ces conflits donnent lieu à des difficultés d'autant plus considérables que la plupart des lois statuant sur les conséquences de la perte ou du vol des titres au porteur ne font pas la moindre allusion aux questions d'ordre international que leur application est de nature à soulever ; c'est le cas, en particulier, pour les lois françaises du 13 juin 1872 et du 8 février 1902.

Pour limiter le cercle des difficultés, et, avant d'entrer dans l'étude proprement dite des conflits internationaux, il convient de formuler d'abord deux observations préliminaires, puis d'indiquer les principales hypothèses de conflits.

1° Quand on recherche si une valeur est française ou étrangère, ce n'est pas, bien entendu, à la nationalité du porteur qu'il faut s'attacher ; la protection des lois de 1872 et de 1902 couvre tous les propriétaires dépossédés, quelle que soit leur nationalité (1). C'est la nationalité des valeurs qui fixe la loi applicable en matière de vol ou de perte. Or, cette nationalité se détermine par celle de l'établissement débiteur ; le titre français est celui dont l'établissement débiteur a son siège en France ; le titre étranger est celui dont l'établissement débiteur est domicilié à

1. Paris, 14 déc. 1883; S. 85. 2. 184.

l'étranger. Cet établissement débiteur peut être d'ailleurs soit un Etat, soit une personne publique ; soit, le plus souvent, une Société de finance, de commerce ou d'industrie.

2° Il est incontestable qu'il y a dans les lois françaises de 1872 et de 1902 toute une série de dispositions qui ne paraissent pas concerner les valeurs étrangères ; ce sont celles relatives aux rapports de l'établissement débiteur avec le propriétaire déposé, quel que soit d'ailleurs le pays dans lequel la négociation ait eut lieu (1). La raison en est aisée à concevoir : « La loi a obligé, sous certaines conditions, les sociétés françaises à payer au porteur déposé les intérêts ou les dividendes, à lui rembourser le capital devenu exigible, à lui délivrer même un duplicata. Elle a pu imposer aux Sociétés françaises ces obligations sans injustice, parce qu'elle avait le pouvoir d'assurer la libération de ces Sociétés envers les tiers porteurs qui peuvent survenir et de mettre ainsi les Sociétés à l'abri de tout préjudice pécuniaire. Mais la loi française, ne pouvant pas assurer la libération des Sociétés étrangères à l'égard des tiers porteurs, commettrait une véritable iniquité en les obligeant à laisser exercer contre elles, au porteur déposé, les droits attachés à son titre (2). »

1. Tribunal Seine, 3 juin 1890, *Clunet*, 90, p. 703.

2. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, tome II n° 652, *Des Sociétés*.

CHAPITRE III

Difficultés d'ordre international résultant de la diversité des législations

Ces observations formulées, voici les deux principales difficultés auxquelles peut donner lieu la réglementation, en droit international privé, de la situation d'un propriétaire dépossédé de ses titres au porteur ; la première se réfère aux rapports de ce propriétaire avec l'établissement débiteur des titres, la seconde aux rapports de la victime avec le tiers acquéreur du titre. Nous consacrerons deux sections à chacune de ces difficultés ; la troisième aura pour objet l'étude de la jurisprudence française.

SECTION I

Rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur

Si le propriétaire veut exercer ses droits, c'est-à-dire encaisser les arrérages, intérêts ou dividendes, et, en cas de remboursement, le capital de son titre,

enfin obtenir un duplicata qui le rétablira dans sa situation antérieure, il se heurte aux prétentions du détenteur actuel qui, invoquant sa possession, entend être considéré comme seul propriétaire par l'établissement débiteur. Mais alors, quelle loi sera compétente pour fixer les rapports de la victime du vol ou de la perte avec l'établissement débiteur ?

Théoriquement, on peut concevoir plusieurs lois applicables : la loi du pays où se trouve le titre, lorsque la réclamation s'est produite ; celle du pays où la dépossession a eu lieu ; celle du pays où le propriétaire dépossédé entend faire valoir ses droits ; enfin, celle du pays où l'établissement qui a émis le titre possède son siège.

De l'avis général, c'est cette dernière loi qui doit l'emporter ; ce sera donc cette loi qu'il faudra consulter, pour savoir si l'opposition à paiement que voudrait pratiquer la victime du vol ou de la perte est possible. Or, la plupart des lois étrangères admettent, sinon l'opposition à paiement, tout au moins la sauvegarde des intérêts de la victime par une formalité équivalente, la déclaration de perte à l'établissement émetteur du titre. Il en est ainsi en Espagne, en Roumanie, dans le Grand Duché de Luxembourg, en Allemagne, en Amérique, en Angleterre, en Belgique (à l'exception des titres émis par l'État), en Égypte, en Hollande, en Portugal.

Les divergences entre les législations, unanimes

à autoriser l'opposition à paiement ou une précaution analogue, n'apparaissent que relativement aux effets plus ou moins importants produits par cette opposition ; mais le propriétaire dépossédé se rendra compte aisément de la protection à laquelle il a droit ; il verra, par la mention inscrite sur son titre, le nom de l'établissement qui l'a émis, et le pays où cet établissement a son siège ; il devra alors, pour se mettre à l'abri des conséquences du vol ou de la perte, et empêcher l'encaissement des revenus ou du capital par un tiers détenteur, se conformer à la loi du pays où se trouve le siège principal de l'établissement débiteur. On sait, en effet, que la nationalité d'une société se détermine d'après la loi du pays où elle a son domicile, c'est-à-dire son siège social (Cass., 26 nov. 1906, S. 09.1.393).

Toutefois, la détermination de la loi de l'établissement débiteur pourra quelquefois soulever des difficultés, par exemple, pour une société dont le siège est dans un pays et dont les titres sont payables dans un autre (1). Même alors, il faudra décider que la loi du siège social conserve son empire.

1. Voir l'observation de M. de Bustamante, à la session tenue à Gand en 1906, de l'Institut de droit international. *Annuaire de l'Institut*, 1906, p. 417.

SECTION II

Rapports du propriétaire dépossédé avec le tiers acquéreur du titre.

Si le propriétaire dépossédé entend agir contre le tiers porteur, quelle loi va être applicable, pour déterminer si la revendication du titre est admise et dans quelles conditions elle est possible ?

La question ne se pose pas dans l'hypothèse où le propriétaire exerce son action contre l'auteur même du vol, ou contre la personne qui a trouvé le titre et se l'est approprié. Par une raison de moralité commune à toutes les nations civilisées, le propriétaire est admis, dans tous les pays, à exercer son action contre l'usurpateur avéré, et celui-ci sera obligé à lui restituer le titre.

L'intérêt de la question n'existe que si le titre est passé en la possession d'un porteur qui a juste titre et bonne foi (1). C'est ici que se manifeste le désaccord entre les législations ; celles qui préfèrent l'intérêt de la facile circulation du titre à la nécessité de proté-

1. Cf. Thaller, *D'un règlement qui aurait pour objet de résoudre les conflits de lois en matière de dépossession de titres au porteur. Annales de droit commercial*, 1905, p. 4 et 5 du tirage à part ; et Bezad-Falgas, *De la perte et de la restitution des titres au porteur en droit International, Revue de Droit International privé*, 1909, p. 84.

ger la victime ne permettent pas que le tiers porteur soit évincé ; la bonne foi du porteur lui garantit le maintien de son acquisition et il n'a pas à s'inquiéter de l'origine de la propriété ; il aura droit au service du titre (intérêts et capital) comme s'il le tenait du véritable propriétaire. Le type de législations qui se rattachent le plus étroitement à cette conception est la loi allemande : alors même que la transmission du titre aurait été viciée par un vol ou une perte, le porteur de bonne foi est à l'abri de toute revendication ; c'est la conséquence de l'idée que, dans les Etats dont il s'agit, le titre est regardé avant tout comme un instrument de crédit. Il est vrai que certaines législations de ce groupe, comme celle de la Belgique, et le système allemand lui-même, accordent au propriétaire dépossédé, un dédommagement consistant en une action en dommages et intérêts contre certains intermédiaires ; mais, contre le détenteur de bonne foi, le principe demeure toujours, que la victime du vol ou de la perte est désarmée. Au point de vue international, le conflit à résoudre pourra s'agiter entre la loi du pays où se trouve le titre, lors de la revendication intentée par le propriétaire dépossédé (*lex rei sitæ*) et la loi du pays, différent par hypothèse, où la transmission du titre s'est effectuée (*lex loci contractus*). Enfin, l'application d'une troisième loi se concevrait encore : celle du pays où se trouve le siège de l'établissement qui a émis le titre (théorie de la

personnalité du titre, les deux premières lois formant le statut réel du titre). Ce serait cette loi qui trancherait le conflit existant entre le propriétaire dépossédé et le tiers porteur.

Nous ne pouvons songer à examiner comment toutes ces difficultés, quant à la détermination de la loi applicable, ont été résolues par les jurisprudences étrangères; nous limiterons notre étude à la jurisprudence française.

SECTION III

La jurisprudence française et le conflit des lois en matière de perte ou de vol des titres au porteur

Les divers cas qui peuvent se présenter seront groupés en trois catégories: 1° Nous supposerons, d'abord, que le titre au sujet duquel une opposition a eu lieu, est un titre étranger négocié en France. Quelle sera, alors, la position du porteur du titre ?

2° Un titre français est négocié à l'étranger, après avoir été l'objet d'une perte ou d'un vol; ce titre conservera-t-il alors le droit à la protection instituée par les lois françaises de 1872 et de 1902 ?

3° Enfin, hypothèse la plus délicate, celle où des titres étrangers, perdus ou volés, ont été négociés à l'étranger.

1° Titres étrangers négociés en France.

La première question qui s'est posée est celle de savoir : si la loi de 1872 doit être appliquée en France même aux titres étrangers, perdus ou volés qui sont présentés à une Bourse française pour y être négociés. Sur ce point, la réponse aujourd'hui ne saurait faire de doute : les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître que, sans qu'il y ait lieu de faire aucune distinction selon l'origine des titres, les dispositions des lois de 1872 et de 1902 sont générales et régissent tous les titres, perdus ou volés, même les titres étrangers que leur détenteur s'efforcerait de négocier sur les marchés français. « Si une opposition, à la négociation de titres au porteur étrangers est formée au syndicat des agents de change de Paris, les négociations, postérieures à l'insertion au Bulletin des numéros des titres, sont-elles non avenues à l'égard de l'opposant, comme s'il s'agissait de titres français ? Avec la jurisprudence, nous admettons l'affirmative, écrivent MM. Lyon-Caen et Renault ; il n'y a pas de lien nécessaire entre les deux ordres de dispositions de la loi de 1872, si bien qu'on comprend qu'une opposition à négociation soit faite sans opposition à paiement. La loi de 1872, en tant qu'elle prévient les négociations faites au préjudice du porteur dépossédé, est une loi de police et de sûreté qui doit s'appliquer

aux négociations de tous titres au porteur sur le territoire national, qu'ils soient nationaux ou étrangers (1). »

Cette opinion a été défendue également par M. Lainé à la session de l'Institut de droit international de Gand (2). Pour M. Lainé aussi, la loi de 1872 est une loi de garantie pour le crédit public, une loi de police et de sûreté, destinée à assainir le marché des titres : peu importe la nationalité des titres, peu importe même le lieu de la première négociation du titre ; il suffit que la négociation soit faite en France, pour que la loi française s'applique avec une compétence territoriale comme loi de police.

Toutefois, cette opinion ne s'est pas affirmée d'une façon aussi absolue dès le début, et dans les premières années qui suivirent la promulgation de la loi de 1872, des résistances s'élevèrent contre l'effet international qu'on prétendait attribuer à la loi. On objecta que, par son mécanisme même, la loi de 1872 n'est pas susceptible de régir des titres dont l'origine est étrangère ; il faut, en effet, distinguer, dans la loi de 1872, les rapports entre le propriétaire dépossédé et le tiers porteur, et, d'autre part, les rapports entre ce même propriétaire et l'établissement débiteur.

Sur le premier point, la jurisprudence a toujours décidé que les dispositions de la loi de 1872 sur la

1. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 652.

2. *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1906, p. 436.

revendication des titres au porteur s'appliquent même aux titres étrangers, dès l'instant où la négociation qui suit l'opposition est faite sur le territoire français (1).

Mais la loi de 1872 ne se borne pas à organiser une revendication au profit de la victime du vol ou de la perte; elle contient une autre série de règles, qui visent les rapports du propriétaire du titre et de l'établissement émetteur et qui imposent à ce dernier des obligations précises. Ce sont celles qui réglementent l'opposition à paiement, c'est-à-dire qui régissent les rapports entre le propriétaire dépossédé et l'établissement débiteur étranger. On ne conçoit pas comment de semblables obligations, facilement respectables par un établissement français, pourraient être obéies lorsque l'établissement débiteur est étranger. Si des oppositions sont pratiquées au siège de ce dernier, quel sera leur effet? Auront-elles l'efficacité de mettre obstacle au paiement des intérêts et du capital entre les mains du porteur du titre? Le propriétaire dépossédé pourrait-il invoquer cette oppo-

1. Paris, 21 août 1882, S. 83.2.117, D. 84.1.265; Cass. Req., 13 février 1883, S. 84.1.225, D. 84.1.265; Aix, 15 mars 1897, *Pand.* 87.2.278; et, dans le même sens (outre MM. Lyon-Caen et Renault): Le Gost, *Etude théorique et pratique sur les titres au porteur*, 1880, n° 280; Buchère, *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières*, 1881, n° 947; De Loison, *Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères et des opérations de Bourse*, 1890, n° 697; Crépon, *De la négociation des effets publics et autres*, 2^e éd., 1891, n° 152 et s.

sition pour encaisser les sommes dont il est créancier, et obtenir la délivrance d'un duplicata ? Il est évident qu'aucun de ces résultats ne saurait être atteint, si l'établissement débiteur n'est pas de nationalité française ; il n'y a aucun moyen matériel d'assurer à l'étranger l'exécution de la loi française, car la loi française ne jouit sur ce point d'aucune autorité en dehors de nos frontières. Il est impossible, par exemple, d'obliger, en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi de 1872, un établissement étranger à retenir les titres frappés d'opposition, si cette opposition n'est pas admise par le pays auquel appartient l'établissement : celui-ci ne peut être gouverné que par sa loi nationale, et il est nécessaire de se conformer aux règles établies par cette loi pour le cas de vol ou de perte de titres au porteur.

Tel a été d'abord le raisonnement formulé par la jurisprudence française contre l'application de la loi de 1872 ; c'est ce qui résulte d'un arrêt rendu par la Cour de Paris, le 31 décembre 1877 (1). Des titres italiens avaient été volés ; à la suite du vol, opposition avait été faite au Syndicat des agents de change de Paris ; ces titres furent apportés à la Banque Rothschild pour être échangés contre des titres nouveaux ; la série des coupons des titres primitifs se trouvait épuisée, et la Banque effectua l'opération.

1. *Clunet*, 1878, p. 165.

La Cour de Paris, comme d'ailleurs le Tribunal de la Seine, décidèrent que la Banque Rothschild n'avait encouru aucune responsabilité à la suite de l'échange auquel elle avait procédé, malgré les oppositions qui lui avaient été notifiées, et les magistrats donnent deux motifs de leur décision : d'abord la Banque agissait pour le compte du Gouvernement italien, dont elle était simplement le caissier à Paris ; puis, d'après la loi italienne, les titres au porteur, par exemple ceux qui constatent des rentes émises par le royaume d'Italie, sont aux risques et périls de leur propriétaire et ne sont pas susceptibles d'opposition ; c'est donc la loi italienne qui a été reconnue applicable à la situation par la Cour de Paris.

Cet arrêt prête à la critique dans son argumentation ; il semble, en effet, accepter l'opinion d'après laquelle la loi de 1872 serait une loi de police et de sûreté ; mais il ne l'applique pas dans l'espèce, par le motif que la banque Rothschild aurait agi comme préposée du Gouvernement italien. Or, il est de principe que les lois de police et de sûreté s'appliquent à toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire, en quelque qualité qu'elles agissent. Le privilège d'exterritorialité ne concerne que les agents diplomatiques qui représentent leur Gouvernement. Sous réserve de cette critique, l'arrêt de 1877 reconnaît que, dans une certaine mesure, le mécanisme même de la loi de 1872 ne permet pas son extension, pour l'oppo-

sition à négociation, aux titres étrangers en France.

Cet arrêt est demeuré isolé, et, depuis cette époque la jurisprudence a toujours décidé que la loi de 1872 régissait non seulement les valeurs françaises, mais les titres étrangers qui sont en France l'objet d'une négociation. On peut citer en ce sens un arrêt de la Cour de cassation (Chambre des Requêtes) du 13 février 1883 (1), qui a statué sur le litige déjà soumis au Tribunal de la Seine et à la Cour de Paris. La Cour suprême décide, d'abord, que l'opposition formée au Syndicat des agents de change produira pour les titres étrangers les mêmes effets que si elle frappait des titres français; les agents de change ne devront donc pas négocier les titres étrangers sur lesquels porte l'opposition; puis, la Cour ajoute que l'insaisissabilité des rentes sur l'État est l'apanage exclusif des rentes françaises et ne saurait profiter aux rentes étrangères : « En exceptant des dispositions de la loi des rentes sur l'État, le législateur n'a entendu parler que des rentes sur l'État français, et les motifs qui ont déterminé cette exception ne peuvent s'appliquer aux rentes étrangères, lesquelles restent dès lors sous l'empire et l'application de la loi de 1872. » La Cour suprême affirme le principe que la loi de 1872 est une mesure de police et de sûreté qui protège aussi bien les propriétaires des titres

1. S. 84.1.225; D. 84.1.265; *Clunet*, 84, p. 75.

français. Sans doute, l'intégralité des règles édictées ne pourra pas être observée pour les titres étrangers; le propriétaire dépossédé n'a pas la ressource de la loi française de 1872 quant à l'efficacité de l'opposition à paiement qu'il formera au siège de l'établissement étranger; mais il ne résulte pas de là que les prescriptions relatives à la négociation et à la revendication, en France, des titres frappés d'opposition, ne gouvernent pas les valeurs étrangères aussi bien que les valeurs françaises.

Depuis l'arrêt de 1883, cette orientation de la jurisprudence française n'a pas changé: elle considère au sujet des négociations, faites en France, de titres au porteur étrangers, que la loi de 1892 se rattache au crédit public dont elle garantit le respect et relève, par suite, de la loi territoriale, c'est-à-dire de la loi du pays dans lequel la transmission s'est effectuée. En conséquence, le propriétaire dépossédé de valeurs étrangères et qui a formé opposition au Syndicat des agents de change, conformément à la loi de 1872, a le droit d'exercer la revendication de ses titres, en vertu de l'article 12, alinéa 1^{er}, lorsque leur négociation est postérieure à la publication de l'opposition, sans que l'acheteur puisse se prévaloir contre lui de la maxime «en fait de meubles possession vaut titre».

Cette jurisprudence est affirmée notamment dans les décisions suivantes: il a été jugé que l'étranger qui négocie en France des valeurs au porteur malgré

l'opposition qui les frappe, ne peut obtenir mainlevée de cette opposition, même s'il a acheté ces valeurs dans un pays étranger (1). Un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 20 mars 1894, décide « que l'obligation imposée par l'article 10 à l'établissement débiteur, aux mains duquel des titres au porteur ont été frappés de l'opposition à paiement, d'avertir l'opposant de la présentation de ces titres par un tiers porteur, s'applique aux valeurs étrangères dont le service est assuré en France par un représentant de l'établissement situé à l'étranger, lorsque ce représentant a reçu l'opposition, encore que la loi étrangère n'admette pas la même faculté d'opposition. En conséquence, si ce défaut d'avertissement a mis obstacle à la revendication par l'opposant et ne lui a pas permis de bénéficier d'une opération de conversion à l'étranger, en l'absence de laquelle ces titres ont été frappés de déchéance, l'établissement qui les a émis doit être considéré comme responsable de la faute imputable au représentant qui l'a accrédité en France et du préjudice qui en est résulté pour l'opposant. (2) » Par conséquent, tous les titres au porteur se trouvant en France sont régis par la loi française. Le jugement précédent n'a d'ailleurs nullement la portée de prétendre limiter cette application à l'hypothèse où la société étrangère posséderait

1. Trib. civ. Seine, 10 janv. 1893, *Clunet*, 1893, p. 596.

2. *Dalloz*, 95.2.81.

un représentant en France. L'opposition pratiquée en vertu de la loi de 1872 présente le caractère d'une saisie conservatoire ; or, les lois de procédure et, en particulier, celles qui se réfèrent aux voies d'exécution sont essentiellement territoriales ; elles régissent d'une manière absolue toutes les personnes et toutes les choses qui se trouvent sur le territoire (1).

Puis, comme l'a décidé la Cour de cassation, dans l'arrêt précité du 13 février 1883 (*Clunet*, 1884, p. 75), la loi de 1872 s'applique même aux fonds d'État étrangers ; en effet, l'article 16 n'exclut de son domaine que « les rentes et les autres titres au porteur émis par l'État », c'est-à-dire le cas où l'émission émane de l'Etat français seul. En faveur de l'opinion contraire, refusant la protection légale aux fonds d'État étrangers, on a cependant invoqué des arguments assez sérieux : on a allégué d'abord l'article 1^{er}, qui comprend, dit-on, sous l'expression générale de « titres au porteur » aussi bien les valeurs françaises que les valeurs étrangères ; dès lors, pourquoi, dans l'article 16, qui soustrait les rentes sur l'Etat à l'application de la loi de 1872, les expressions « rentes et autres *titres au porteur* émis par l'État » ne concerneraient-elles pas les rentes tant étrangères que françaises ? Puis l'insaisissabilité des fonds d'État facilite leur circulation ; il n'y a pas de motif pour refuser cet avantage aux titres de rente étrangers.

1. Cf. la note de M. Valéry, D. 95.2.81.

Mais on a répondu avec raison que, si l'article 1^{er} de la loi de 1872 a une portée générale, l'article 16 de la même loi a une signification très spéciale, qui vise uniquement les rentes sur l'État français. Il ne dit pas, en effet : « les rentes et autres titre au porteur émis par *les États* », ou bien « les *fonds d'État* » ; il dit « les rentes et autres titres émis par l'État » ; or, l'État, dans la bouche ou sous la plume d'un Français, c'est l'État français seulement ; l'expression « l'État » a un sens parfaitement défini dans le langage juridique et dans le langage politique. On ne saurait discuter là-dessus ; donc, et littéralement parlant, les titres au porteur émis par les États étrangers ne sont pas visés par les termes pré-appelés de l'article 16. D'autre part, on ne saurait les y comprendre par voie d'interprétation. En effet, l'article 16 formule des exceptions, et il est de principe que les exceptions doivent être prises à la lettre et ne peuvent être étendues (1).

En outre, les motifs qui ont soustrait les fonds d'État français à l'empire de la loi de 1872 ne conduisent pas à la même exemption au profit des rentes étrangères ; le législateur a voulu, en effet, éviter « le danger que feraient courir à l'État la multiplicité des agents payeurs, la responsabilité de leurs fautes dans l'observation de la loi, et enfin la crainte que l'État ne fût amené à retirer aux porteurs cette faci-

1. Note de M. Lyon-Caen, S. 84.1.225.

lité fort précieuse, qu'il accorde aujourd'hui, d'être payés au lieu qu'il leur convient de choisir, or, ces divers motifs n'existent pas en ce qui concerne les rentes étrangères (1) ».

On s'explique par là que la jurisprudence étende, sans hésitation, la loi de 1872 aux fonds d'État étrangers (2).

Les décisions les plus récentes, à notre connaissance, maintiennent le caractère de généralité de 1872, et soumettent à ses dispositions même les valeurs étrangères qui, cotées à la Bourse de Paris, font l'objet de négociations quotidiennes sur le territoire national ; la circonstance que certaines dispositions de la loi de 1872 peuvent demeurer sans effet, lorsqu'il s'agit de les exécuter à l'encontre d'un établissement dont le siège social est hors de France, ne peut empêcher son application aux titres étrangers dans tous les cas où cette application peut être utile ou efficace.

C'est ce que porte un arrêt de la Cour de Paris du 14 décembre 1907 : des banquiers de Genève, Lombard et C^{ie}, assurés auprès de *The marine insurance Company Limited* (dont le siège est à Londres) avaient fait opposition au Syndicat des agents de change de

2. Voir, en ce sens, le rapport de M. Grivart, lors de la discussion de 1872.

2. Voir, outre l'arrêt de Cass. précité du 13 fév. 1883, Aix, 15 mars 1886, *Pand.*, 87.2.278 ; Trib. civ. Seine, 15 juillet 1885, *La Loi* du 19 septembre.

Paris sur 24 obligations des Chemins de fer de Madrid à Saragosse, qui leur avaient été dérobées. *The marine insurance*, ayant remboursé la valeur des titres sous-traits, voulut se faire remettre des duplicatas ; mais la Compagnie Madrid à Saragosse s'y refusa, alléguant avoir reçu de Samuel et C^{ie}, banquiers belges, une défense d'avoir à procéder à cette remise. La Société d'assurances anglaise les assigna, avec la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse, devant le Tribunal civil de la Seine, pour obtenir des duplicatas de 24 obligations dérobées ; les banquiers belges soulevèrent l'incompétence, mais la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse déclara s'en rapporter à la justice. Le tribunal s'étant déclaré compétent par jugement du 31 décembre 1905, appel fut formé par Samuel et la Compagnie de Madrid à Saragosse. Sur cet appel, la Cour de Paris a rendu la décision suivante : « Considérant que Samuel et C^{ie} soutiennent que toutes les parties en cause sont étrangères ; qu'elles ne sont point domiciliées en France, que les obligations dont les duplicatas sont réclamés sont des obligations émises par une Compagnie espagnole, que le vol ou la perte de ces titres a eu lieu en Suisse ; que, si la loi du 15 juin 1872 est d'ordre public, elle ne peut obliger que ceux qui se trouvent sur le territoire français, et ne peut s'appliquer aux actes accomplis en dehors de France, par des personnes étrangères et à l'égard de valeurs

étrangères ; considérant que les lois de police et de sûreté doivent s'entendre de toutes celles qui ont pour objet la sûreté des personnes, le respect des propriétés et, d'une manière plus générale, le maintien du bon ordre dans la société ; considérant que Samuel et C^{ie} ne méconnaissent point, dans leurs conclusions, que la loi de 1872 a le caractère d'une loi de cette nature, mais prétendent qu'elle ne peut recevoir son application dans l'espèce, parce que les lois de police et de sûreté sont limitées quant à leurs effets, aux personnes qui se trouvent, aux faits qui se sont passés sur le territoire national, et parce qu'elle n'a point compris les titres étrangers dans la protection qu'elle accorde aux titres français ; considérant, tout d'abord, qu'il n'est point justifié que le vol ou la perte des obligations dont les duplicatas sont demandés ait eu lieu en Suisse ; qu'un seul fait paraît certain, c'est que la perte ou le vol s'est produit en chemin de fer, dans le trajet de Paris à Genève ; considérant que la perte ou le vol a donc pu se produire tout aussi bien sur le territoire français que sur le territoire suisse ; considérant, en admettant, même que la perte ou le vol ait eu lieu hors de France, qu'il est constant que les obligations de la Compagnie de Madrid à Saragosse sont cotées à la Bourse de Paris, font l'objet de négociations quotidiennes dans la catégorie des valeurs négociées sur le territoire national, et qu'il en résulte qu'elles sont

soumises à la loi de 1872, à moins que le législateur ait eu l'intention d'exclure des mesures de protection qu'il leur donnait les titres étrangers ; considérant que, ni le texte de la dite loi, ni la discussion qui en a précédé le vote n'indiquent qu'elle n'a été édictée que pour les titres français ; considérant que l'article 1^{er} dispose que *le propriétaire de titres au porteur qui en est dépossédé par un événement quelconque peut se faire restituer, sans qu'il soit fait aucune distinction entre les titres français et les titres étrangers* ; considérant que, dans son article 16 et dernier, la loi énumère et précise les valeurs auxquelles elle n'est point applicable, et que l'on n'y voit point figurer les valeurs étrangères ; considérant qu'il serait incompréhensible que le législateur, qui voulait, par la loi nouvelle, compléter les articles 2279 et 2280 du Code civil, lesquels étaient certainement applicables aux valeurs étrangères comme aux valeurs françaises, ait exclu des mesures de protection qu'il leur donnait les titres étrangers, au moment où ils devenaient très nombreux sur le marché français, et où la Bourse leur était de plus en plus ouverte ; considérant dès lors, que rien n'autorise à refuser au porteur de titres étrangers la protection que la loi a voulu assurer aux titres du porteur (sauf ceux qu'elle excepte par son art. 16) ; considérant que, si certaines dispositions de cette loi peuvent demeurer sans effet, lorsqu'il s'agit de les exécuter

à l'encontre d'un établissement dont le siège social est hors de France, cette circonstance ne peut empêcher qu'elle soit appliquée aux titres étrangers dans tous les cas où cette application peut être utile ou efficace; considérant qu'il en est ainsi pour les obligations qui font partie du litige entre les parties;... considérant que les titres dont les duplicatas sont demandés ont fait l'objet, conformément à la loi de 1872, d'oppositions entre les mains du Syndicat des agents de change à Paris, et au siège de la Compagnie de Madrid à Saragosse dans les bureaux de Paris, que leurs numéros ont été publiés dans le *Bulletin Officiel des oppositions à Paris*, qu'une ordonnance a été rendue par le Président du Tribunal de la Seine pour que le paiement des coupons et du capital soit effectué; que toutes les formalités prévues se sont accomplies à Paris, et que l'on s'expliquerait difficilement, dans ces circonstances, qu'une juridiction étrangère puisse être saisie des difficultés existant entre les parties sur l'exécution d'une loi qui ne peut être utilement appliquée que par les tribunaux français;... rejette l'appel de Samuel et C^{ie} contre la décision du Tribunal de la Seine... et condamne Samuel et C^{ie} à garantir et indemniser la Compagnie de Madrid et Saragosse de la condamnation prononcée contre elle du chef de son appel éventuel (1). »

1. Cour de Paris, 14 décembre 1907, *Revue de droit international privé*, 1909, p. 291.

Nous avons signalé les conséquences principales de l'application faite en France de la loi de 1872 aux titres au porteur étrangers qui y sont négociés. L'opposition à la négociation de ces titres étrangers, notifiée au Syndicat des agents de change, est aussi efficace que s'il s'agissait de titres français : il y aura nullité de toute négociation postérieure à l'opposition et obligation, pour l'agent de change, de retenir les titres étrangers frappés d'opposition.

Toutefois, il faut remarquer que la nullité de la négociation du titre étranger perdu ou volé, et la rétention de ce titre, pour aboutir à sa remise à la personne considérée comme le légitime propriétaire par la loi française, donneront naissance à un procès où sera partie l'établissement émetteur du titre, toutes les fois que cet établissement aura été lui-même frappé d'opposition. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans le litige résolu par la Cour de Paris, le 14 décembre 1907 ; la Compagnie de chemins de fer de Madrid à Saragosse avait elle-même interjeté un appel éventuel nécessité par l'appel principal des banquiers belges qui s'opposaient à la remise des duplicatas des titres dérobés. Alors, conformément aux règles normales de la compétence, le procès dirigé contre l'établissement débiteur, devra être porté lui-même devant les tribunaux étrangers, si cet établissement n'a pas son siège en France. Ce seront donc les magistrats étrangers qui statueront

en dernière analyse sur la valeur de l'opposition pratiquée auprès de l'établissement débiteur ; par conséquent, l'application faite en France de la loi de 1872 à la perte ou au vol de titres étrangers négociés en France, n'entraînera pas nécessairement la restitution de ces titres à leur légitime propriétaire. En effet, dans le débat qui s'élèvera entre la victime du vol ou de la perte et le détenteur actuel, le tribunal étranger donnera raison à ce dernier, si la législation en vigueur dans ce pays place au premier plan l'intérêt de la libre circulation du titre. Dans ce cas, le propriétaire originaire ne pourra obtenir la restitution sur laquelle il comptait. Ainsi, comme le tribunal saisi du litige est obligé d'appliquer sa propre législation, qui est celle du siège de l'établissement débiteur, l'extension faite par la jurisprudence française de la loi de 1872 aux titres étrangers perdus ou volés, ne produira pas à leur égard un résultat aussi efficace que vis-à-vis des titres français. L'établissement débiteur de ces derniers ayant son siège en France, la juridiction française sera toujours compétente et le propriétaire dépossédé sera toujours assuré de voir ses droits sanctionnés.

2°. — *Titres français négociés à l'étranger.*

Des titres français, après avoir été l'objet d'une perte ou d'un vol, ont été négociés à l'étranger ; la loi de 1872 pourra-t-elle leur être appliquée ?

La jurisprudence l'admet d'une manière presque unanime, en invoquant d'abord la généralité du texte ; la loi de 1872 ne fait pas de distinction, et son but a été de protéger le plus possible le propriétaire dépossédé ; de plus, si la négociation a eu lieu à l'étranger, la dépossession a pu se produire en France ; or, il est inadmissible que l'autorité d'une loi de police et de sûreté s'arrête à la frontière ; rien ne serait plus facile, pour l'éluder, que d'aller vendre à l'étranger les valeurs dérobées en France (1).

Enfin le Tribunal civil de la Seine, 5^e Chambre, décide, le 4 mars 1907, que la disposition de la loi du 25 juin 1872, qui déclare sans effet, vis-à-vis de l'opposant, toute négociation sur titres perdus ou volés, postérieure à l'opposition insérée au *Bulletin officiel* est absolue ; elle ne saurait être limitée aux négociations faites en France. Par suite, le banquier qui, postérieurement à l'opposition au *Bulletin officiel*, a reçu en nantissement à l'étranger des valeurs françaises provenant d'un vol, ne peut invoquer en France son droit de gage à l'encontre de l'opposant : « Attendu que, le 15 janvier 1900, Paget a fait opposition à la négociation et au paiement de 32 obliga-

1. Trib. civ. Seine, 6 août 1885, *La Loi* du 21 décembre 1885 ; 8 août 1885, *Le Droit* du 23 août 1885, *Clunet*, 85, p. 681 ; 3 juin 1890, *Clunet*, 1890, p. 703 ; 13 décembre 1891, *Clunet*, 1892, p. 727 ; 1^{er} février 1892, *Clunet*, 1892, p. 492 ; 10 janvier 1893, *Clunet*, 1893, p. 596 ; Trib. civ. Marseille, 14 avril 1893, *Clunet*, 1893, p. 899.

tions du Crédit Foncier à lui soustraites ; attendu que, postérieurement, Deroubaix, banquier à Courtrai (Belgique), recevait en nantissement les obligations ci-dessus ; attendu que ces titres furent saisis par le Parquet de Charleroi ; attendu que Deroubaix a assigné Paget et le Gouverneur du Crédit de France, à l'effet d'obtenir mainlevée de l'opposition pratiquée par Paget, et pour voir obliger subsidiairement le Crédit Foncier à lui payer les arrérages échus et à lui délivrer des duplicatas ; attendu que, par jugement du 28 juillet 1906, le Tribunal, statuant par défaut contre Deroubaix, a fait droit à ses conclusions ; attendu que, sur l'opposition de Deroubaix, Paget l'a assigné devant le Tribunal de la Seine pour le voir déclarer mal fondé ; attendu qu'on ne saurait contester la validité du nantissement, que la question est de savoir si ce droit peut être invoqué en France à l'encontre de l'opposant ; attendu que la loi de 1872 déclare sans effet vis-à-vis de l'opposant toute négociation postérieure à l'opposition insérée au *Bulletin Officiel* ; que cette disposition est absolue et ne saurait être limitée aux négociations en France sans devenir la plus illusoire des protections ; attendu que, si, pour faciliter la circulation, on a appliqué aux valeurs au porteur la juridiction où se trouve le titre, cette identification est en opposition avec la nature des titres, qui sont des droits de créance sur l'établissement émetteur ; attendu que ce prin-

cipe a été consacré par la loi de 1872, puisque, malgré la perte du titre, elle conserve son droit de créance au propriétaire dépossédé ; qu'il convient donc, au cas de soustraction de valeurs au porteur, d'appliquer la législation du lieu du paiement ; attendu, d'ailleurs, qu'avec le caractère rigoureux qui s'attache aux lois de police et de sûreté, le législateur de 1872 a réglementé les droits et obligations des parties en cause, et constitué en quelque sorte le statut juridique du titre ; qu'on ne saurait, en raison de l'étroite corrélation existant entre ces droits et obligations, admettre au profit de l'une des parties en cause, l'application d'une loi étrangère sans porter atteinte à cette réglementation et sans rendre inutile la loi de 1872 ; que, dès lors, l'acquéreur d'un titre français à l'étranger se soumet tacitement à la législation française : qu'ainsi Deroubaix avait le devoir de consulter le registre des oppositions et que la présomption de mauvaise foi s'attache d'autant plus à cette omission qu'il était, en raison de sa profession, exactement renseigné sur la législation française en la matière ; par ces motifs le déclare mal fondé en son opposition (1). »

Ainsi, d'après cette jurisprudence, les titres français qui, après une perte ou un vol, sont, pour la

1. Trib. civ. Seine, 4 mars 1907, *Revue de droit international privé*, 1909, p. 288.

première fois, négociés hors de France, n'en demeurent pas moins soumis à la loi du 15 juin 1872, c'est-à-dire, que toute négociation de ces titres postérieure à l'opposition publiée au *Bulletin officiel* est nulle vis-à-vis de la loi française.

Cette jurisprudence a été vivement prise à partie par la doctrine ; celle-ci décide, en général, qu'il faut suivre la législation du pays où s'est opérée la négociation. La doctrine invoque le principe, certain en droit international privé, d'après lequel la transmission des meubles est régie par la loi du pays de leur situation. Or, les titres au porteur, étant traités comme des choses mobilières corporelles, devraient être régis, en cas de perte ou de vol, par la loi étrangère du pays où ils se trouvent lors de la négociation. Cette idée a même reçu récemment, sur le rapport de M. Lyon-Caen, l'approbation de l'Institut de droit international (1). On ajoute que le texte de la loi de 1872 est inconciliable avec la doctrine qui prétend appliquer cette loi même en pays étranger ; il en est ainsi notamment de la règle d'après laquelle l'opposition n'est censée connue par le détenteur que le jour où le *Bulletin officiel* est arrivé dans la localité où la négociation a été opérée. Or, le Bulletin des oppositions ne circule pas en pays étranger ; ou, du moins, n'y a aucune autorité. Il serait donc impossi-

1. Session de Gand, 1906, *Annuaire de l'Institut*, 1906, p. 401 et s.

ble au juge d'annuler la négociation qui aurait eu lieu à l'étranger, car la nullité n'est encourue que par un acheteur qui était prévenu ou présumé prévenu par la lecture du Bulletin. En d'autres termes, la loi de 1872 ne semble pas viser la négociation dans les pays étrangers. Enfin, les auteurs font encore remarquer que le législateur de 1872 ne s'est pas attaché seulement à l'intérêt des propriétaires déposés, mais aussi à celui des porteurs de titres, qui n'est pas moins digne d'attention. En faisant d'une loi nationale une sorte de loi universelle, en faisant capituler toutes les lois devant la nôtre, on entrave la négociation et le placement des valeurs françaises à l'étranger (1). « La jurisprudence, écrit M. Thaller, ne se demande même pas si le jugement qu'elle prononce pourra se faire rendre exécutoire à l'étranger ». Cependant, parmi les auteurs qui combattent l'extension assignée par les tribunaux à la loi de 1872, il en est qui admettent, seulement dans le cas où le titre frappé d'opposition reviendrait en France, que la négociation dont il aurait été l'objet à l'étranger, devrait être considérée comme non avenue; mais cette opinion paraît inadmissible; si le transfert de propriété a été valablement effectué d'après la législation en vigueur dans le pays où la transmission

1. Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 655, *in fine*; Thaller, *Traité*, p. 469, en note.

s'est opérée, il est difficile de concevoir que la nullité de ce transfert soit ensuite prononcée par une autre législation. « Quelle singulière situation, écrit M. Wahl, à ce sujet, que celle de ce propriétaire qui ne peut vendre qu'en imposant à son acquéreur la condition de ne pas transporter en France le titre acquis, comme ces éditeurs étrangers qui supplient leurs clients de ne pas introduire de livres frauduleux dans le pays du livre imité ! En cette matière, où beaucoup de législations étrangères valident la vente faite par le non-propriétaire, il faudrait annuler celle qui émane du propriétaire ! Le porteur, dit-on, devrait connaître l'opposition. Le porteur d'un titre négocié, bien avant sa propre acquisition, mais aussi antérieurement à l'opposition, ne devrait-il pas également connaître l'opposition existante au moment où naît son droit ? On est cependant d'accord, et cela malgré le silence de la loi de 1872, pour rendre son droit opposable au propriétaire (1). »

Mais la jurisprudence n'a jamais adopté aucune distinction ; que le titre français perdu ou volé et négocié à l'étranger revienne ou non en France, la négociation postérieure à l'opposition sera toujours considérée comme non avenue. La jurisprudence est impressionnée par cette considération que, s'il suffit de passer la frontière, de vendre à l'étranger le titre

1. Wahl, *op. cit.*, t. II, n^{os} 1585 et 1586.

volé pour le libérer de toute opposition, et le négociant ensuite librement dans notre pays, la protection de la loi de 1872 devient illusoire. D'ailleurs, à l'objection faite par la doctrine que le Bulletin des oppositions ne circule qu'en France, on a facilement répondu que la loi de 1872 n'exige pas qu'il arrive, mais qu'il *puisse* arriver. Or, en fait, le Bulletin est connu à l'étranger. Rien de plus simple, pour les intermédiaires étrangers, que de le recevoir, et de vérifier, avant de négocier des titres français, si le Bulletin ne mentionne aucun obstacle à leur transmission. Enfin, la doctrine prétend traiter des titres au porteur comme des choses mobilières corporelles : mais la jurisprudence fait remarquer que la forme corporelle de ces titres n'empêche pas qu'ils sont des créances sur l'établissement émetteur, dès lors, le domicile de ces titres est au lieu de l'établissement débiteur(1). Dès lors, il n'y a rien que de très rationnel à appliquer la loi française de 1872 à des titres émis par un établissement français. La jurisprudence n'a jamais varié à cet égard, et le dernier jugement, à notre connaissance (Chambéry, 24 nov. 1909. D. 1910, 2, 65) a décidé, dans un procès en restitution de titres français volés, puis négociés à l'étranger, que la société défenderesse, qui avait refusé toute restitution, devrait délivrer au légitime propriétaire un duplicata qui,

1. Seine, 8 août 1885, *Clunet*, 1885, p. 681.

dorénavant, aurait seul une valeur. Le Tribunal invoque encore, à l'appui de sa décision, que la loi de 1872 est instituée en vue de protéger énergiquement les propriétaires de titres français ; or, si on ne l'appliquait pas aux titres qui, depuis la perte ou le vol, ont été l'objet d'une négociation à l'étranger, les exigences de la loi de 1872 seraient trop facilement tournées, cette loi manquerait son effet.

La conséquence de cette jurisprudence est que les propriétaires dépossédés de titres français agiront toujours prudemment en formant opposition sur ces titres, bien que ces titres aient été l'objet d'une négociation à l'étranger (1). Si le tiers porteur étranger veut obtenir la mainlevée de l'opposition, et que l'opposant refuse de la donner, le débat ne pourra être tranché que par l'intervention de la justice. Le tiers porteur étranger devra, à cet effet, actionner l'opposant soit en France, soit à l'étranger. Dans le premier cas, le tribunal compétent sera soit celui du domicile de l'opposant, soit le tribunal de la Seine, si l'établissement débiteur est justiciable de ce dernier tribunal. S'il réussit dans sa demande, il obtiendra la mainlevée de l'opposition par la signification au Syndicat des agents de change de Paris et à l'établissement débiteur de la grosse du jugement qui ordonne cette mainlevée, auquel il sera joint un certificat de non-opposition ni appel. Si, au

1. Bézard-Falgas. *Le contentieux des oppositions*, n° 411.

contraire, le détenteur du titre préfère assigner l'opposant à l'étranger, il ne pourra faire exécuter le jugement rendu en sa faveur qu'en recourant à la procédure d'exequatur, si l'opposant refuse de consentir une mainlevée aimable (1).

On voit que la jurisprudence française a suivi, dans l'application de la loi de 1872 aux titres perdus ou volés, une évolution dans un sens toujours plus extensif du domaine d'application de cette loi ; elle l'a déclarée applicable soit aux titres étrangers en France, soit aux titres français à l'étranger. Mais elle ne s'est pas arrêtée là.

3° Titres étrangers négociés à l'étranger.

Dans ses efforts pour élargir le plus possible le domaine de la loi de 1872, la jurisprudence française est allée encore plus loin. Elle a déclaré cette loi applicable même aux titres étrangers négociés à l'étranger, lorsque la dépossession a eu lieu en France (2). La jurisprudence admet cette nouvelle extension de la loi de 1872 pour protéger plus efficacement encore le propriétaire des titres. Un jugement du Tribunal civil de la Seine du 3 décembre 1881 (3) décide même que l'application de la loi française, au sujet de la

1. Voir Bézard-Falgas, *op. cit.*, n° 412.

2. Trib. civ. Seine, 15 juillet 1885, *Clunet*, 1885, p. 458 ; 17 nov. 1890, *Clunet*, 1895, p. 129 ; 10 janvier 1893, *Clunet*, 1893, p. 596.

3. *Clunet*, 1882, p. 324.

revendication des titres au porteur perdus ou volés, doit avoir lieu dans toutes les hypothèses où cette application peut présenter utilité ; en outre, les tribunaux ajoutent que le domaine si large de la loi de 1872 se justifie par le caractère d'ordre public qu'elle présente. Une loi d'ordre public demande à être obéie par toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire, et doit s'étendre à tous les faits qui se passent sur le sol national. La circonstance que le vol ayant abouti à la dépossession des titres au porteur a été commis sur le territoire français est donc un motif suffisant pour la mise en œuvre de la loi de 1872. Celle-ci doit protéger les intérêts de toutes les personnes qui, à un moment donné, se sont trouvées placées sous son empire ; c'est là une tentative d'explication juridique des décisions extensives de la jurisprudence ; car le but poursuivi par le législateur de 1872 a été, non pas d'infliger une peine au voleur, mais de garantir les intérêts de la victime du vol ou de la perte.

Dans les efforts qu'elle a tentés pour assurer le plus énergiquement possible la protection du propriétaire dépossédé, la jurisprudence française n'a peut-être pas suffisamment évité l'exagération inverse, et elle est arrivée à sacrifier véritablement le possesseur de bonne foi du titre étranger. En effet, lorsque le propriétaire dépossédé triomphe dans son action en revendication contre le détenteur, c'est parce

que l'origine du titre a été dévoilée au cours du procès et il est établi que l'acquisition a eu lieu dans des conditions telles que la propriété n'a pas pu être transmise. Tel est le résultat de l'application à outrance de la loi française. Que fera alors le détenteur qui n'est pas autorisé à garder le titre ? Il se retournera contre son propre vendeur, et, par l'action en garantie, lui réclamera des dommages et intérêts ; mais toute réparation lui sera refusée lorsque la négociation aura eu lieu dans un pays soumis à une législation où les intérêts de la circulation du titre priment ceux du propriétaire dépossédé, où, par suite, le détenteur a régulièrement acquis la propriété du titre. Aucun recours en indemnité ne lui appartient contre son cédant, en pareille circonstance. C'est ainsi que la Cour de Bruxelles a pu refuser l'action en garantie à un acquéreur de bonne foi, qui, en France, avait dû, en vertu de la loi de 1872, restituer les titres au propriétaire dépossédé, la Cour s'est fondée sur ce motif que la négociation avait eu lieu en dehors de France, et sous l'empire d'une législation qui lui attribuait le pouvoir de transmettre régulièrement la propriété des titres. Pour la Cour de Bruxelles, la déposition survenue en France chez cet acquéreur, par l'effet de la loi de 1872, correspond à un cas fortuit qui aurait détruit dans son patrimoine la valeur des titres qu'il détenait.

La négociation de titres au porteur perdus ou volés

est quelquefois de nature à engendrer la responsabilité des officiers ministériels et des intermédiaires qui s'y sont prêtés, lorsqu'ils n'ont pas pris les précautions nécessaires pour s'assurer que leur client en était le légitime détenteur. La jurisprudence française s'est presque toujours montrée opposée à l'admission de semblables actions en responsabilité ; elle décide que l'intermédiaire n'est pas tenu de s'assurer du droit de propriété de celui qui se présente à ses guichets ; il suffit que cette personne justifie de son identité et de son domicile, et que l'offre des titres à l'intermédiaire ne soit entourée d'aucune circonstance de nature à éveiller les soupçons de ce dernier, relativement aux agents de change ou courtiers étrangers, la jurisprudence française ne les considère comme responsables vis-à-vis de leurs clients qu'autant qu'ils se sont prêtés à la négociation en dépit d'une opposition régulièrement pratiquée dans le pays où l'opération est effectuée (1). Cette jurisprudence est certainement digne d'approbation relativement au critérium qu'elle applique à la responsabilité de l'intermédiaire étranger ; celui-ci ne peut se voir imputer une faute que s'il a négligé, lors de la négociation du titre offert par son client, de tenir compte des oppositions faites dans le pays où il exerce ses fonctions. Son devoir professionnel ne va pas plus

1. Cf. Cass., 25 mars 1891, S. 91.1.469 ; 18 juillet 1886, *Pand.* 86.1.225.

loin, et on ne comprendrait pas que sa responsabilité fût mise en cause au sujet de la négociation d'un titre effectuée au mépris de l'opposition publiée dans un autre pays.

Sous réserve de cette observation, on peut caractériser l'ensemble des décisions émanant de la jurisprudence française en disant qu'elle s'inspire de l'idée bien arrêtée d'étendre aussi loin que possible le domaine d'application des lois françaises de 1872 et de 1902. Il y a deux motifs de cette prééminence accordée par les tribunaux français aux lois dont il s'agit ; ils sont portés à considérer les lois de 1872 et de 1902 comme représentant le meilleur système de garantie au profit du propriétaire contre les conséquences du vol ou de la perte de titres au porteur. Il leur semble que le crédit public ne saurait recevoir sur ce point une protection plus énergique ; mais cette considération ne paraîtrait-elle pas de nature à classer les lois sur le vol ou la perte des titres au porteur parmi celles d'ordre public, dont le domaine devrait, par conséquent, s'arrêter aux limites du territoire ? Ce serait évidemment la solution logique ; seulement un second motif apparaît alors et incite les magistrats français à généraliser le plus possible l'application de la loi de 1872 ; ils la connaissent mieux, elle a fait ses preuves dans notre pays, tandis qu'ils sont beaucoup moins au courant des lois étrangères sur la matière, et, dans leur ignorance des disposi-

tions qu'elles contiennent, ils sont volontiers enclins à en suspecter l'efficacité. Quant à la raison, fréquemment invoquée par eux, que l'article 12 de la loi de 1872 est général et ne distingue pas entre la France et les pays étrangers, c'est là un argument très faible, car il est bien peu probable que les auteurs de la loi aient songé, dans sa préparation, à envisager la portée internationale des règles qu'ils élaboraient (1).

A l'étranger, la jurisprudence qui, la plupart du temps, n'est pas liée par l'observation d'une loi analogue à la loi française de 1872, décide souvent que les difficultés auxquelles donnent lieu les transmissions des titres perdus ou volés doivent être résolues par la loi du pays où la transmission du titre s'est effectuée ; par suite, la propriété de l'acquéreur serait inattaquable toutes les fois que, d'après les lois de ce pays, cette transmission ne présentait rien d'anormal (2) ; d'après cette dernière décision, une question de ce genre ne susciterait aucun point de droit et devrait être tranchée en tenant compte uniquement des considérations de fait.

Nous avons ainsi examiné la direction prise par la jurisprudence française pour résoudre les conflits de loi relativement à la dépossession de titres au porteur ; il reste maintenant à analyser les solutions que la doctrine propose d'apporter à la même question.

1. Pillet. *Principes de droit international privé*, 1903, p. 390, note 1.

2. Tribunal de l'Empire allemand, 6 oct. 1897, *Clunet*, 98, p. 373, et Chambre des lords, 4 avril 1892, *Clunet*, 93, p. 433.

CHAPITRE IV

Mesures internationales proposées pour résoudre les difficultés provenant de la diversité des lois relatives aux conséquences de la perte ou du vol des titres au porteur.

De l'avis unanime, le problème à résoudre est double : il s'agit d'abord de déterminer la législation compétente dans les relations du propriétaire dépossédé avec l'établissement souscripteur du titre ; puis de rechercher la législation applicable aux rapports de la victime du vol ou de la perte avec le tiers acquéreur du titre.

1° Rapports du propriétaire dépossédé avec l'Etablissement débiteur du titre.

Dans ce premier ordre de rapports, les auteurs décident que les lois soit du pays où, en fait, se trouve le titre, soit du pays où la dépossession s'est produite, soit enfin du pays où le propriétaire dépossédé entend faire valoir ses droits, ne peuvent recevoir aucune application. Seule est compétente la loi du pays où

l'établissement débiteur du titre a son siège social (1).

Cette doctrine se justifie très facilement : la loi applicable à l'extinction d'une créance est celle du pays du débiteur, et il faudra s'y référer pour déterminer les personnes à qui le paiement doit être fait et les conditions dans lesquelles il doit avoir lieu. Sans doute, le titre au porteur, avec lequel la créance constatée se confond, est un meuble corporel ; il n'en reste pas moins que, quelle que soit la nature du titre, c'est un droit de créance que le propriétaire fait valoir contre l'établissement émetteur. Voici une application de cette doctrine (2) : un Danois, propriétaire de titres émis par un établissement français, est dépossédé de ses valeurs par une perte ou un vol. Quels que soient le pays où la dépossession s'est produite et celui où se trouvent actuellement les titres, il devra observer les formalités prescrites par la loi française, s'il veut recevoir le service des revenus et, le cas échéant, du capital, ou bien poursuivre l'obtention d'un duplicata. A l'inverse, la législation du Danemark s'appliquerait au Français dépouillé de titres danois et désireux de faire valoir ses droits contre l'établissement

1. Thaller. *D'un règlement...* etc., n° 8 ; Bézard-Falgas, art. cité dans la *Revue de droit international privé*, p. 81 ; Surville et Arthuys. *Cours élémentaire de droit international privé*, 5^e éd., 1910, p. 635 ; Buchère, dans *Clunet*, 1880, p. 26 et s. ; 1881, p. 260 et s. ; Lyon-Caen. *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1902, p. 154.

2. Bézard-Falgas, art. cité, p. 82, note 1.

débiteur. Or, les différences de détail entre les procédures française et danoise sont sensibles ; le porteur dépossédé est bien moins protégé par le législateur danois ; l'établissement débiteur n'est nullement obligé à retenir les titres ou les coupons frappés d'opposition, qui seraient présentés à ses guichets. La loi du pays de l'établissement émetteur est celle du pays où se trouve le principal siège, c'est-à-dire de cet établissement.

*2° Rapports du propriétaire dépossédé
avec le tiers acquéreur du titre.*

S'il s'agit de l'action que le propriétaire dépossédé veut exercer contre le tiers porteur, quelle sera la loi compétente pour déterminer si le propriétaire dépossédé peut revendiquer et dans quelles conditions ? (abstraction faite du cas où le voleur est encore détenteur des titres, hypothèse où la revendication de la victime du vol ne souffre aucune difficulté). La compétence appartient-elle à la loi du pays où se trouve le titre au moment de la revendication (*lex rei sitæ*) ? Ou faut-il préférer la loi du pays où s'est effectuée la transmission du titre, et qu'on appelle souvent *lex loci contractus*. Ou enfin la difficulté est-elle régie par la loi du siège de l'établissement émetteur ? en d'autres termes, le conflit s'engage entre deux théories : celle qu'on a appelée la théorie du statut

réel du titre, et celle de la personnalité du titre (loi du pays d'émission), la première théorie offrant elle-même le choix entre deux lois : la *lex rei sitæ* et la *lex loci contractus*.

A. — *Théorie du statut réel du titre.* — Parmi les adeptes de cette théorie, il s'en trouve d'abord qui donnent la préférence à la loi du pays où se trouvait le titre, lors de la revendication exercée par le propriétaire dépossédé. Ce système a été préconisé notamment par M. Asser, lors de la discussion qui a eu lieu à l'Institut de droit international, session de Gand, 1906 (1). Pour ce jurisconsulte, la situation des titres au porteur toujours précaire et ambulante, ne peut être réglée par la loi du pays où le meuble se trouve lors du litige ; or, les titres au porteur sont gouvernés par les mêmes règles que celles applicables aux meubles corporels. C'est donc la situation du titre, lors de la revendication dont il est l'objet, qui détermine la loi compétente.

M. Albéric Rolin, qui avait d'abord proposé de suivre la loi du pays du domicile du défendeur, semble l'avoir abandonnée plus tard pour se rallier à la loi du lieu de la négociation (2) et il paraît bien, en effet, que cette dernière opinion est préférable. Il est difficile de soutenir que l'acquéreur d'un titre au porteur puisse échapper à toute revendication,

1. *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1906, p. 420.

2. *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1906, p. 416.

par suite de cette circonstance heureuse qu'au moment de l'action en revendication il a transporté les valeurs dans un pays dont la loi rejette la réclamation du propriétaire dépossédé. Le recours à la *lex rei sitæ* ne donne donc pas le principe d'une solution juste.

Aussi la théorie du statut réel du titre compte-t-elle surtout parmi ses adeptes les jurisconsultes qui se rallient à la *lex loci contractus*, à la loi du pays où la transmission du titre s'est effectuée. Il convient ici de présenter une observation sur la terminologie employée; il ne s'agit pas d'une question relative aux obligations des parties contractantes, mais d'une difficulté se référant à la transmission d'une propriété mobilière; par conséquent l'usage des expressions *lex loci contractus* est ici anormal; il s'agit, en réalité, des lois qui assurent la transmission d'une propriété mobilière à l'égard des tiers (1).

Cette doctrine, qui est courante chez les auteurs, se fonde sur les arguments suivants : le législateur a le droit de promulguer des lois applicables à tous les titres, étrangers ou nationaux, qui se négocient sur son territoire, car les conventions relatives à des meubles sont régies par la loi du pays où elles sont passées; il faudra donc observer la loi du pays où la transmission du titre s'est opérée. Très fréquemment, d'ailleurs, ce pays sera également celui où l'action en

1. Lyon-Caen, *Annuaire* précité, 1906, p. 414.

revendication est intentée. En conséquence, si la négociation de titres perdus ou volés s'effectue dans un pays acceptant des principes semblables à ceux de la loi de 1872, l'acquéreur de ces titres n'en deviendra pas propriétaire, et l'action en revendication sera toujours intentée avec succès contre lui ; si au contraire, la négociation est intervenue dans un pays comme l'Allemagne, où règne sans exception la règle que l'acquéreur de bonne foi devient définitivement propriétaire du titre qu'il a acheté, ce possesseur de bonne foi est à l'abri de toute revendication. C'est donc uniquement la législation du pays où s'est effectué le déplacement de propriété qu'il faut considérer.

On a reproché à ce système de faciliter et d'encourager les vols de titres au porteur : « Je suis propriétaire d'une valeur au porteur française... Cette valeur m'est dérobée ; je m'imagine que la loi de 1872 me confère le droit de frapper cette obligation ou action d'indisponibilité, en signifiant au Syndicat des agents de change de Paris une opposition que ce Syndicat consignera d'urgence dans son bulletin. Je me dis que, moyennant cette mesure de publicité, la faculté de revendiquer le titre m'est assurée contre quiconque en deviendrait acquéreur subséquemment. Eh bien ! ma naïveté est vraiment grande ; ce titre trouvera, en réalité, le moyen de passer à un porteur qui n'aura pas à me le rendre et qui sera fondé à s'en dire propriétaire régulier.

Il suffit, pour qu'il en soit ainsi, que l'auteur du vol fasse négocier la valeur sur le marché de Berlin... Il suffit même de simuler que cette négociation s'est faite à l'étranger; on trouvera une Maison de Bourse ayant des agences dans les diverses capitales pour délivrer un bordereau dans lequel le lieu de l'opération sera supposé. Sans doute, grâce à l'opposition au siège émetteur, j'ai pu obtenir la suspension temporaire dans le service du titre; mais, sitôt que le porteur actuel se sera fait connaître, c'est en sa faveur à lui que les tribunaux, soit français, soit étrangers, auront à se prononcer. Mainlevée de l'opposition sera ordonnée à mes torts et je me trouverai, à fin de compte, avoir subi l'expropriation de ce qui m'appartenait... Le jour où le précepte de droit international prévaudra, aucun voleur ne commettra plus la niaiserie de vendre dans une Bourse française des titres frustrés; il s'en dessaisira sur un marché étranger qu'il choisira à bon escient parmi les États pourvus d'une législation qui lui sera favorable; il consolidera ainsi son vol et en rendra les effets irrévocables. Nous n'aurons plus qu'à abroger notre loi de 1872, car cette concession internationale nous aura ralliés de force au régime qui exclut la revendication (1) ». Et, à l'Institut de droit international, M. Charles Dupuis remarquait qu'il suffirait au voleur

1. Thaller. *D'un règlement...* etc., n° 13.

de franchir la frontière pour rendre négociable un titre frappé d'opposition ; les voleurs maladroits seront les seuls à ne pas profiter d'un procédé aussi facile (1).

Cependant le système de la *lex loci contractus* se justifie par cette considération très simple que la question de la propriété de l'acquéreur du titre ne saurait être résolue que par la loi du lieu de transmission. Cette loi est compétente, par le motif que le législateur sur le territoire duquel s'effectue la transmission matérielle du titre est le seul qui soit intéressé à assurer la sûreté de la transmission. Les lois qui régissent les modes de transmission des droits dans leurs rapports avec les tiers relèvent du crédit public ; comme telles, elles s'appliquent sur le territoire à tous les cas rentrant dans les conditions qu'elles prévoient (2). « Un droit régulièrement acquis au point de vue international dans un pays déterminé peut être invoqué dans sa légitimité et dans ses effets partout où son titulaire a besoin de s'en prévaloir (3). »

Le respect que mérite un droit régulièrement acquis met obstacle à ce que, dans une contestation surgie à l'étranger entre le propriétaire et l'acquéreur du titre, le propriétaire puisse exiger la restitution. C'est donc la loi dans le ressort territorial de laquelle

1. *Annuaire* précité, 1906, p. 438.

2. Pillet, *Principes*, p. 389.

3. Pillet, *Principes*, p. 33 et 563, *in fine*.

la négociation du titre s'est produite qui sera seule compétente quant à la valeur de la transmission (1).

B). — *Théorie du statut personnel du titre*. — Un autre système a été soutenu, notamment par MM. Darras et Charles Dupuis, et il a reçu l'appui de la haute autorité de M. Thaller. Il appartiendrait à la loi de l'établissement débiteur de régir tous les effets de la négociation (2). D'après cette théorie, il ne faut pas exagérer l'assimilation des titres au porteur aux meubles corporels ; incontestablement, lorsqu'une convention a pour objet des meubles corporels, c'est au lieu de cette convention qu'il convient de s'attacher pour déterminer les résultats qu'elle doit produire ; mais la situation change lorsque la convention porte sur des meubles incorporels, comme des valeurs de Bourse. De pareils meubles sont rattachés par un véritable lien de droit au domicile, au centre d'affaires de l'établissement qui s'est engagé à faire le service du titre constatant le droit incorporel. De même que les sociétés commerciales ont une nationalité déterminée par leur siège, de même les titres qu'elles mettent en circulation doivent avoir la même nationalité, et toutes les conséquences de la négociation seront appréciées par référence à la législation du pays d'émis-

1. Contra : Lainé. *Annuaire* précité, p. 436, et Cour de Paris, 14 déc. 1907, *Rev. de droit intern. privé*, 1909, p. 291.

2. *Annuaire* précité, 1902, p. 150 et s., et Thaller, *D'un règlement...* etc., n^{os} 11 et s.

sion. La loi du siège d'émission, écrit M. Thaller, prime toutes législations rivales (1).

Ce système conduit à des conséquences qui sont de nature à mieux protéger les intérêts de propriétaires de titres au porteur français, car ces propriétaires pourront revendiquer le bénéfice de la loi de 1872, quel que soit le pays où la négociation s'est produite. Par une juste réciprocité, il est vrai, les personnes propriétaires de titres étrangers, négociés en France à la suite d'un vol ou d'une perte, ne pourront utiliser les moyens de revendication que la loi française met à leur disposition, tandis que la théorie du statut réel (*lex loci contractus*) leur aurait permis d'invoquer la loi de 1872.

Mais les partisans du statut personnel répondent que l'important est de prémunir les nationaux français contre les effets de la perte ou du vol de valeurs françaises. La dépossession de valeurs étrangères ne réclame pas au même degré l'intervention du législateur français ; chaque État doit se soucier avant tout du vol dont ses propres valeurs seraient l'objet, car il sait bien que l'épargne nationale recherchera les placements consistant dans ces valeurs-là avant de se porter sur les émissions des titres étrangers. « Protéger les Français contre la perte de titres belges, alors qu'on les aurait laissés d'abord sans défense

1. *Ibid* , n° 13.

contre la perte de titres français, ce serait vraiment lâcher la proie pour l'ombre (1).»

En conséquence, la législation d'origine du titre s'impose pour déterminer les effets de la négociation, bien que cette législation ne permette de protéger que les porteurs de titres nationaux, parce qu'au point de vue de l'utilité pratique, c'est elle encore qui paraît répondre le mieux à l'idéal d'une législation protectrice.

Les partisans de cette théorie ne s'émeuvent pas davantage de l'objection d'après laquelle le propriétaire dépossédé et aussi les intermédiaires (agents de change, coulissiers, banquiers) seront dans l'obligation de se renseigner sur les lois des États d'où proviennent les titres perdus ou volés ; ils répondent que les Français qui acquièrent des immeubles hors de France sont tenus de se renseigner sur la législation du pays où ils vont devenir propriétaires. Qu'y a-t-il d'excessif à leur imposer la même obligation, relativement à des titres au porteur qui représentent une valeur souvent égale et même supérieure à celle des immeubles ? Quant aux intermédiaires, officiers ministériels, coulissiers, banquiers, l'obligation de connaître les lois étrangères en cette matière ne sera pas très lourde pour eux, car ils sont amenés par leur profession même, étant donné le cosmopolitisme de

1. Thaller, *Ibid.*, n° 15.

leur clientèle, à étudier tous les jours des questions de législation étrangère sur des difficultés se rattachant à leurs fonctions. Ils ont d'ailleurs un moyen bien simple d'être au courant de tel point particulier de droit étranger : « Ce moyen, écrit M. Bézard-Falgas, qui est journellement utilisé dans les contentieux de titres des établissements débiteurs français, consiste à se faire délivrer, sur la question qu'il s'agit d'élucider, une attestation d'une autorité étrangère compétente, appelée *certificat de coutume*, dont les frais seront mis très justement à la charge du propriétaire dépossédé qui les a rendus nécessaires (1). »

Incontestablement la théorie du statut personnel paraît séduisante. Les Français surtout seront enclins à l'adopter, parce que la grande majorité des titres qui forment leur épargne sont d'origine française, et, en cas de perte ou de vol, ils se réclameront de la loi de 1872 et de la protection très énergique qu'elle leur assure.

Il ne nous semble pas cependant que ce système ingénieux doive recevoir la préférence. Il nous paraît se heurter à cette idée essentielle que la loi de l'établissement débiteur est complètement désintéressée dans la question. Précisément en raison de la nature du titre, l'établissement émetteur s'est engagé à faire le service des arrérages ou intérêts, et, le cas échéant,

1. Article cité de la *Revue de droit international privé*, 1909, p. 95.

du capital lui-même à toute personne en possession du titre, sans pouvoir exiger de cette personne la justification du mode d'acquisition à la suite duquel elle est devenue propriétaire. Qu'importent alors à l'établissement débiteur les négociations successives dont ses titres pourront être l'objet ; étant donné leur nature même, il s'est obligé d'avance, par la forme donnée à ses titres, à ne pas contrôler la légitimité des droits du détenteur actuel ; il doit payer les dividendes ou le capital sur simple présentation du titre. Seule, la loi du lieu où s'est produite la négociation est intéressée dans la question ; c'est à elle qu'il appartient de déterminer quels seront les effets que la transmission du titre, opérée conformément à sa propre réglementation, engendrera par rapport aux tiers (1).

D'après les principes certains du droit international, enseigne M. Pillet, « la même règle de compétence qui autorise le législateur français à méconnaître l'effet translatif d'une remise effectuée sur son territoire, autorise également, et par la même raison, un État étranger à concéder chez lui un effet translatif à cette même tradition... Il faudrait, pour en décider autrement, prétendre que la circonstance de la perte ou du vol suffirait à affecter le titre d'une sorte d'inaliénabilité permanente qui le suivrait en tout lieu ;

1. Cf. Pillet, *Principes*, 1903, p. 390, note 1.

mais cela même conduirait à donner compétence à la loi du lieu où la perte est survenue, où le vol a été commis, toutes circonstances inconnues des tiers acquéreurs ultérieurs. Où serait alors la garantie de ces tiers ? En outre, comment peut-on justifier que la loi française détermine les effets d'une aliénation à l'égard des tiers, lorsque cette aliénation a eu lieu à l'étranger (1) ? » Le juge français ne saurait donc avoir la prétention de donner à l'aliénation du titre d'autres effets que ceux qui lui sont attachés par la loi du pays où elle s'est produite. Quant à la loi de l'établissement débiteur, elle est indifférente ; car cet établissement, ayant voulu imprimer à ses titres, par la forme au porteur, une extrême facilité de circulation, s'est désintéressé par avance de toutes les difficultés susceptibles de surgir à l'occasion des négociations successives. La preuve en est qu'il a fallu, même en France, l'intervention du législateur pour autoriser, comme exception à ce principe général, la tolérance des oppositions au siège social.

La théorie du statut personnel du titre paraît donc la plus fondée ; toutefois, les auteurs qui s'y rattachent en France lui apportent immédiatement une restriction considérable (2). Dès l'instant où un pos-

1. *Ibid.*, p. 564 et note 1.

2. Cf. Lainé. *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1906, p. 436 et Lyon-Caen, *ibid.*, p. 413.

sesseur de bonne foi, devenu légitime propriétaire, en vertu de la loi du lieu de la négociation des titres au porteur, se transporte en France avec les titres dont il a ainsi réalisé l'acquisition, il tombera sous l'empire de la loi de 1872, parce que c'est une loi d'ordre public qui assure la police du marché des titres et, par conséquent, sans s'arrêter aux effets de la négociation tels qu'ils sont déterminés par la loi étrangère, ce possesseur de bonne foi sera menacé par la revendication du propriétaire dépossédé. Ainsi, dans cette doctrine, la possession du titre régulièrement acquise à l'étranger, sera légitime tant qu'elle s'exercera en dehors de nos frontières ; mais, le jour où le détenteur des titres pénétrera sur notre territoire, la situation changera et l'action en revendication deviendra possible contre lui.

Une pareille opinion prête immédiatement à deux critiques très faciles : elle aboutit à une véritable rétroactivité, la loi française appliquant son empire à un fait juridique antérieur, l'acquisition du titre accomplie à l'étranger ; puis elle porte une atteinte flagrante au principe du respect international des droits acquis : un droit régulièrement acquis au point de vue international, et dans des conditions telles que l'acquéreur en est réputé incontestablement propriétaire dans le pays où l'acquisition a eu lieu, doit être respecté dans tous les autres pays où le titulaire du droit est amené à s'en prévaloir. Dans l'espèce, la

créance constatée par un titre au porteur ne saurait être modifiée dans sa nature par la circonstance qu'elle est invoquée en pays étranger (1). Quant à l'ordre public, il exige simplement que les transmissions de titres au porteur effectuées en France soient régies par la loi française, qui est la seule intéressée à juger des conditions dans lesquelles cette transmission doit s'accomplir ; mais les négociations intervenues à l'étranger rentrent dans le domaine de l'ordre public étranger, et, prétendre les assujettir au domaine de la loi française, c'est porter atteinte à la souveraineté de l'État étranger, c'est violer la courtoisie internationale. La dérogation apportée par les partisans du statut personnel à la règle essentielle de leur système ne peut s'expliquer que par le désir d'éviter des fraudes à la loi. Il y a là, nous ne nous le dissimulons pas, un danger certain, mais s'ensuit-il que l'ordre normal de compétence des lois des divers pays doive être détruit ? Nous ne le croyons pas ; sans quoi, un intérêt respectable, celui de l'acquéreur de bonne foi, se trouve à son tour privé de toute protection. Il nous semble que la loi française doit reconnaître la régularité de l'acquisition d'un titre au porteur faite à l'étranger conformément à la législation de ce pays, sous peine d'étendre son empire sur des contrats passés en dehors de nos

1. Pillet. *Principes*, p. 565.

frontières. En réalité, les principes du droit international, comme l'équité elle-même, commandent que la loi française accepte la régularité de la transmission du titre au porteur effectuée dans un pays étranger conformément aux lois de ce pays, sans se laisser influencer par la considération que l'établissement émetteur est étranger ou national.

Mais le droit ainsi obtenu à l'étranger ne pourra être considéré par la loi française comme régulièrement acquis, que si les circonstances de l'acquisition ne laissent subsister aucun doute à son égard. Et ainsi les intérêts du propriétaire dépossédé ne seront point, comme on l'a prétendu, sacrifiés. Le droit du porteur du titre ne méritera le respect dû aux situations régulièrement créées que si ce porteur dévoile la personne qui lui a transmis le titre, ce qui permettra peut-être à la victime du vol ou de la perte de connaître l'identité du voleur. Il faudra également que la bonne foi du détenteur du titre soit complètement établie, et, preuve plus difficile à fournir, que celle de l'intermédiaire qui s'est interposé dans la négociation soit également démontrée. S'il était à la connaissance de cet intermédiaire (agent de change ou banquier) que le titre offert à la négociation avait une origine suspecte, dévoilée par la publicité assez large qui s'est faite autour du vol ou de la perte, il ne pourra échapper à une action en responsabilité et encourra l'obligation d'indemniser le propriétaire dépossédé ; il faut

reconnaitre, toutefois, que, jusqu'ici, la jurisprudence française se montre assez peu portée à admettre ces actions en responsabilité (1).

1. Cf. Cass., 25 mars 1891, S. 91.1.469 ; 18 juillet 1886, *Pand.*, 86.1.225.

APPENDICE

Mesures proposées par l'Institut de droit international et par divers autres Congrès

En raison de l'importance de la question, l'Institut de droit international s'est préoccupé, depuis longtemps, de chercher la solution des conflits relatifs aux titres perdus ou volés. La même question a été mise à l'ordre du jour du Congrès international des valeurs mobilières et du Congrès international du commerce et de l'industrie tenus à Paris en 1900, à l'occasion de l'Exposition Universelle. Enfin, la Société d'économie politique de Paris a repris cette étude en 1909, et a réclamé l'adoption de mesures internationales en vue de protéger les porteurs contre le vol ou la perte de leurs titres.

§ 1. — PROPOSITIONS FAITES AU CONGRÈS INTERNATIONAL DES VALEURS MOBILIÈRES ET AU CONGRÈS INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE TENUS A PARIS EN 1900.

Dans ces Congrès a été posée la question de savoir si une entente internationale aurait pour résultat de

mieux garantir les propriétaires de valeurs mobilières au porteur contre la dépossession involontaire de leurs titres. Ces Congrès ont émis le vœu qu'une entente intervint pour concilier les intérêts contradictoires en présence (intérêt du propriétaire déposé et intérêt de la libre circulation du titre), et assurer d'après des règles uniformes la protection des propriétaires dépossédés (1).

MM. Lyon-Caen, Lebel et Simon, se prononçaient pour la création d'un *Bulletin officiel international des oppositions*, avec un *Bureau officiel international* chargé de transmettre et de publier par télégraphe ou par téléphone, dans le Bulletin, toutes les oppositions signifiées ou transmises par un bureau étranger, de telle sorte que l'opposition signifiée dans un pays pût aisément, dans les vingt-quatre heures, être connue dans un autre. Ce procédé serait de nature à fournir des indications utiles aux acquéreurs ou aux intermédiaires et aussi aux magistrats chargés d'apprécier la bonne ou la mauvaise foi des détenteurs.

En outre, des mesures plus énergiques étaient réclamées contre le receleur du titre. M. Jaham-Desrivaux demandait qu'on fit du recel des titres, non un cas de complicité du délit principal (vol, escroquerie, etc.), mais un délit principal, « afin que les receleurs ne puissent échapper à l'impunité quand le délit principal (vol, escroquerie) ne serait pas réprimé

1. Cf. Garassus, p. 7 et suiv.

par la juridiction du pays où sont constatés les faits de recel... Ainsi, ajoutait-il, on ne verrait plus des deux côtés de la frontière une double armée de receleurs étrangers offrant leurs services : ceux du dehors à tous les voleurs de l'intérieur, ceux de l'intérieur à tous les voleurs du dehors ». Il est de jurisprudence, en effet, que le recel n'est qu'un mode de complicité du vol ; par suite, si le vol est commis à l'étranger, le recel, même commis en France, ne peut être poursuivi devant les tribunaux français (1).

Enfin, ces mesures devaient être complétées par l'adoption d'un système de formalités permettant le remplacement des titres perdus ou volés et rendant toujours possible l'extradition des voleurs de titres.

Les mesures relatives à la création d'un Bulletin international des oppositions et d'un Bureau officiel de transmission des oppositions méritent, de tous points, l'approbation. Mais celles proposées à l'égard du recel soulèvent plus d'objections ; la législation pénale française ne fait pas du recel un délit distinct, mais un fait de complicité punissable seulement quand le délit, auquel il se rattache, tombe sous le coup de la loi pénale. Sans doute, cette conception engendre cet inconvénient que, si le délit principal ne peut pas être poursuivi dans le pays du recel parce que le délit principal (vol, escroquerie, abus de confiance) a été commis

1. Cass., 19 avril 1888, S. 88.1.345; 13 mars 1891, D. 92.1.76.

à l'étranger par un étranger, le receleur bénéficie de l'impunité; et c'est ainsi que des agences vivant du commerce des valeurs dérobées ont leur siège à Londres, y centralisent les titres volés, et ne consentent à les restituer à leur légitime propriétaire que moyennant un courtage rémunérateur.

On conçoit, dès lors, que, dans les Congrès, des vœux soient émis réclamant l'intervention d'une loi internationale pour protéger les propriétaires déposés contre les exigences des receleurs internationaux. Il est cependant bien difficile d'ériger le recel en délit principal, à moins de remanier complètement la théorie de la complicité; le caractère essentiel du recel est de supposer l'existence préalable d'un autre délit dont il est le corollaire; les législateurs pourraient toutefois, décider que le recel serait punissable dans un Etat, alors même que l'auteur de l'infraction principale ne pourrait pas être puni dans cet Etat, mais à la condition, bien entendu, que la circonstance du vol soit indiscutablement établie.

§ 2. — LE CONGRÈS DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL DE GAND, en 1906.

L'Institut de droit international avait mis à l'étude à Hambourg, dès 1892, la question des conflits rela-

En ce sens Bézard-Falgas, art. cité, *Rev. de droit int. privé*, 1909, p. 548.

tifs à la perte ou au vol des titres au porteur. Cette question vint en délibération à la session de Gand, en 1906. En 1892, l'Institut de droit international avait désigné une commission chargée de rechercher s'il fallait appliquer aux titres au porteur, perdus ou volés, la loi du pays où a lieu la transmission ou celle du pays de l'établissement émetteur ; en d'autres termes, il s'agissait d'abord de résoudre les conflits de loi relatifs à la dépossession des titres au porteur ; puis une sous-commission devait s'enquérir des mesures internationales désirables pour assurer la protection des propriétaires dépossédés.

Cette sous-commission n'a pas encore fait connaître le résultat de ses travaux ; mais la commission désignée pour étudier les moyens de mettre fin au conflit de lois a présenté à Bruxelles, en 1902, un projet dont M. Lyon-Caen fut le rapporteur, et qui vint quatre années plus tard en discussion à la session de Gand (1906). Les principales dispositions de ce projet y furent approuvées par les congressistes.

Les difficultés résultant des conflits de lois relatifs à la dépossession des titres au porteur furent étudiées dans la séance du 20 septembre 1906 ; le rapporteur, M. Lyon-Caen, présenta le résumé des solutions proposées pour la résolution des conflits : « quatre systèmes, dit-il, sont en présence : *a*) le système de la loi du pays de la négociation ; *b*) le système de M. Asser, ou de la loi du pays du lieu de la situation ; *c*)

le système de M. Rolin, ou de la loi du domicile du défendeur ; d) le système de MM. Darras, Dupuis et Thaller, ou de la loi du pays, d'origine du titre (1) ». Le rapporteur était d'avis que la principale question à résoudre, celle de la propriété, ou des rapports du propriétaire dépossédé avec les tiers porteurs devait être tranchée en faveur de la compétence de la loi du lieu de transmission du titre.

Après discussion, les résolutions suivantes furent adoptées :

1° Dans les rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur, « la loi du pays du débiteur (état, province, société) doit être appliquée, pour déterminer à quelles conditions le propriétaire dépossédé d'un titre au porteur peut se faire payer les intérêts, arrérages ou dividendes, toucher le capital devenu exigible, obtenir un duplicata du titre dont le propriétaire est privé. Il n'y a pas lieu de tenir compte de la loi du pays où se produit la disparition (2). »

2° Sur la question de la revendication exercée par le propriétaire dépossédé contre le tiers porteur, l'Institut adopta, après une discussion intéressante et conformément au rapport de M. Lyon-Caen, le système attribuant compétence à la loi du lieu de la

1. *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1906, p. 415

2. *Annuaire de l'Institut de droit international*, p. 418.

négociation des titres perdus ou volés. « Les titres au porteur, à quelque pays que se rattache le débiteur qui les a émis, ne peuvent pas être revendiqués par le propriétaire dépossédé, dès l'instant qu'ils ont été l'objet d'une négociation dans un pays où la revendication des titres au porteur est exclue, alors même que, soit au moment de la dépossession, soit au moment de l'exercice de l'action en revendication, ils se trouveraient dans un pays où la revendication des titres au porteur est admise. Les titres au porteur peuvent, au contraire, être revendiqués par le propriétaire dépossédé, quand ils ont été l'objet d'une transmission dans un pays où la revendication en est admise, alors même qu'ils se trouveraient, au moment de cette revendication, dans un pays où elle est exclue, tant qu'ils n'y ont pas été l'objet d'une acquisition régulière (1). » Il faut noter, toutefois, que, dans le scrutin ouvert sur cette question, le nombre des abstentions a été relativement considérable : il y en eut cinq, et la majorité qui s'est prononcée en faveur de cette résolution a été seulement de 9 voix contre 7, de sorte que le vote intervenu manque un peu d'autorité, et que le problème est demeuré, dans une certaine mesure, en suspens.

Enfin : 3^e l'Institut a émis un vœu, concernant les mesures applicables à tous les titres perdus ou volés :

1. *Annuaire* précité, p. 440.

a) « Que l'admission, à la cote des titres étrangers, ne soit prononcée dans les divers pays qu'après que les intéressés ont fait connaître à l'autorité compétente, pour prononcer cette admission les mesures légales prises pour protéger les propriétaires de titres au porteur contre la dépossession involontaire de ces titres ; qu'après le prononcé de l'admission, les dispositions relatives à cette matière soient publiées » ;

b) « Que des règles uniformes, tendant à concilier les intérêts des propriétaires dépossédés et ceux des porteurs de bonne foi, soient établies par des conventions internationales ou par des lois des divers pays (1). »

§ 3. — LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE PARIS
ET LES PROJETS D'ENTENTE INTERNATIONALE CONTRE
LES EFFETS DE LA PERTE OU DU VOL DES TITRES AU
PORTEUR.

A la séance tenue le 5 janvier 1909 par cette Société, M. Emmanuel Vidal, qui, en 1900, au Congrès des valeurs mobilières, avait déjà préconisé la formation d'une entente internationale, a exposé, de la manière la plus nette, le but à atteindre (2). Pour lui, le moyen le plus simple et le plus efficace d'assurer dans tous

1. *Annuaire* précité, 1906, p. 442.

2. *Revue de droit int. privé*, 1909, p. 345 et s.

les pays la libre circulation des titres au porteur, sans nuire aux droits du propriétaire dépossédé consiste dans la création d'un *Bulletin international des oppositions*, publié en plusieurs langues par un Bureau international des valeurs mobilières installé, à Berne ou ailleurs, aux frais des puissances adhérentes. Tout propriétaire dépossédé ferait publier une mention d'opposition dans le Bulletin international, et, en même temps, chargerait le Bureau de procéder dans le pays débiteur aux formalités destinées tant à donner à l'opposition le maximum d'effet utile qu'à permettre à l'opposant de toucher ses coupons, son capital s'il y a lieu, et dans un certain délai, de recevoir un duplicata de son titre. A partir du jour où le Bulletin serait arrivé dans une localité, toute négociation faite au mépris de l'opposition serait nulle à l'égard de l'opposant ; tout propriétaire dépossédé aurait la faculté d'adresser au Bureau international un télégramme recommandé et collectionné, portant les numéros des titres avec réponse payée devant contenir répétition des numéros ; la victime du vol ou de la perte devrait en même temps envoyer par mandat télégraphique le prix de l'insertion provisoire, qui serait suivie, dans un certain délai, d'une opposition régulière. Les oppositions provisoires resteraient en première page du Bulletin jusqu'à ce qu'il y ait une opposition régulière dans le délai imparti. Ainsi serait répandue dans la presse financière la nouvelle

de la perte ou d'un vol des titres au porteur.

Une seconde partie du Bulletin comprendrait les tirages d'amortissement ; il semble que, de cette manière, les banquiers ou les agents de change qui procèdent à la négociation des titres au porteur pourraient très facilement s'assurer si les numéros en sont ou non frappés d'opposition.

La principale difficulté proviendrait de ce que les pays qui mettent au premier plan l'intérêt de la libre circulation des titres opposeraient peut-être quelque résistance à l'adoption d'une législation uniforme, construite, en définitive, sur les bases de la loi française de 1872 ; puis il faudrait encore tenir compte de ce que les rentes sur l'État français ne peuvent pas être l'objet d'une opposition. Comment, dès lors, le Gouvernement français pourrait-il proposer aux autres Gouvernements d'accepter des oppositions sur leurs propres fonds ? Aussi M. Neymarck put-il conclure que les difficultés à vaincre étaient nombreuses, mais ne devaient pas laisser désespérer du succès final, l'entente entre tous les États pour la protection des propriétaires dépossédés de leurs titres apparaissant comme une nécessité : « N'y a-t-il pas eu des ententes internationales sur l'Union postale universelle, sur les poids et mesures, sur la propriété littéraire et artistique, sur les transports par chemin de fer ? On considérait, pendant longtemps, que deux statistiques étaient impossibles à

établir : la statistique monétaire et la statistique mobilière. Elles ont été instituées à Berne, et l'on est arrivé à des résultats : pourquoi n'y arriverait-on pas pour la négociation des valeurs mobilières ? Il y a 500 milliards de valeurs mobilières appartenant en propre à divers pays ; mais il y a 700 milliards de valeurs négociables pouvant circuler, et on ne fait rien ! Alors que, pour le moindre ballot de marchandises, il existe des ententes internationales et des règles précises, on ne ferait rien pour les valeurs mobilières ! Eh bien ! si les grands États ne faisaient rien, ils encourraient une lourde responsabilité vis-à-vis de leurs nationaux (1). »

1. *Rev. de droit intern. privé*, 1909, p. 551.

CONCLUSION

La question de la perte ou du vol des titres au porteur attire, de plus en plus aujourd'hui, l'attention des juristes et des économistes de tous les pays. En raison de la circulation internationale de ces titres, cette question présente un intérêt général qui dépasse les frontières respectives de chaque pays. C'est en cette matière surtout que la diversité des législations apparaît comme regrettable, et la nécessité d'une réglementation uniforme semble s'imposer à tous les États.

Actuellement, toutes les législations se rattachent à l'un ou à l'autre des deux systèmes suivants : le système adopté par l'Institut de droit international, qui attribue compétence, pour toutes les conséquences du vol ou de la perte, à la loi du lieu ou de la transmission ou de la négociation ; d'autre part, le système qui donne compétence à la loi du domicile de l'établissement débiteur. Nous avons exposé les raisons qui peuvent être invoquées en faveur de l'une ou de l'autre conception. Le système attribuant compétence à la loi du lieu de la négociation est seul

conforme à ce principe essentiel, en droit international privé, que le seul législateur qualifié pour protéger le crédit public et prescrire les conditions de validité régissant les transmissions de valeurs mobilières sur le territoire d'un État, est le législateur de cet état, dont la souveraineté s'impose à l'intérieur de ses frontières. Cependant, si l'autre conception a toujours rallié de nombreux partisans et semble gagner de plus en plus du terrain, c'est qu'elle présente de nombreux avantages : elle permet de découvrir rapidement la loi qui s'appliquera à la transmission du titre perdu ou volé ; aucune incertitude ne saurait régner, en effet, à l'égard du domicile de l'établissement débiteur ; le lieu où une Société qui émet des titres possède son siège social, est connu de tous, et les documents émanant de l'établissement renseignent suffisamment le public sur ce point. En outre, ce système présente l'avantage de permettre une application large de la loi française, de la loi de 1872 et de l'étendre, avec les garanties dont elle entoure le propriétaire dépossédé, même aux titres négociés, après le vol ou la perte, à l'étranger, lorsqu'ils émanent d'un établissement français.

Cependant ce système n'aboutit pas à une solution idéale, car son application est de nature à léser les intérêts légitimes du tiers porteur qui, de bonne foi, a acquis un titre en respectant les prescriptions de la loi du lieu de la négociation ; il en sera ainsi quand,

par suite d'une circonstance quelconque, ce titre reviendra sur le territoire français. En outre, il ne suffit pas de connaître la loi à laquelle est assujéti le titre qu'on se propose d'acquérir ; il faut surtout savoir si ce titre a été l'objet d'un vol ou d'une perte, et il n'y a pas d'autre moyen d'information à cet égard que la voie des oppositions, pratiquées dans tous les pays et publiées assez largement pour que les intermédiaires ou les intéressés n'en puissent ignorer l'existence, et soient à même d'identifier facilement les valeurs qui leur sont présentées avec celles frappées d'opposition.

Depuis la session tenue à Gand en 1906, par l'Institut de droit international, la question des titres perdus ou volés n'a pas cessé d'être l'objet de recherches, particulièrement dans notre pays. Un groupement, dont l'origine remonte déjà au 24 octobre 1898, s'est formé sous le nom d'*Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères* (siège social : 5, rue Gaillon, Paris), et il a institué une commission chargée d'étudier la situation, au regard des législations étrangères, des porteurs de titres en cas de dépossession (la dépossession s'entendant de la perte, de la destruction totale ou partielle, du vol, de l'escroquerie et de l'abus de confiance). Parmi les membres de cette commission figurent : MM. Bézard-Falgas, chef du contentieux des titres à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée ; Cauwès, doyen à la

Faculté de droit de Paris ; Perreau, Le Poittevin, Thaller et Weiss, professeurs à la Faculté.

Un questionnaire, permettant de se rendre compte de la nature, du nombre et de l'importance des difficultés à résoudre, a été rédigé par une sous-commission technique, composée de représentants des grandes Sociétés financières et des principaux établissements de crédit, et envoyé aux jurisconsultes et financiers des pays étrangers, en vue de connaître l'esprit de la législation applicable en cas de perte ou de vol des titres de ces pays. Il est permis d'espérer qu'on arrivera ainsi à dégager les divergences séparant les diverses législations, et qui laissent dans une inquiétude constante les propriétaires de titres au porteur.

En même temps a été mise à l'étude la rédaction d'un texte législatif destiné à mettre fin à l'impunité presque complète dont jouissent en France les receleurs d'objets provenant d'un vol commis à l'étranger ; la préparation de ce texte a été confiée à M. le professeur Le Poittevin, et le projet de loi, unanimement approuvé par la commission, le 11 février 1911, a été déposé entre les mains du ministre de la Justice le 24 mars 1911, avec un exposé des motifs.

Dans leur ensemble, les travaux de la commission reposent sur cette idée principale qu'en attendant l'époque où s'introduira l'uniformité dans les législations des divers pays, une entente s'impose dès à

présent, pour instituer un organe de publicité dont les insertions produiraient sans doute des effets variables suivant les dispositions des législations internes, mais tendraient nécessairement à assurer, dans une plus large mesure, la protection du propriétaire dépossédé de ses titres au porteur. La préparation d'un projet de convention internationale sur ce point a été confiée à M. Thaller.

Ces travaux auront au moins l'avantage d'attirer l'attention des gouvernements sur une question qui touche, au plus haut degré, les intérêts d'un grand nombre de leurs nationaux.

Vu : Le Président de la Thèse,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée*, publié par M. Clunet, depuis 1874. Bimestriel.
- Revue de droit international privé et de droit pénal international*, publiée sous la direction de M. le professeur de Lapradelle. Trimestrielle, depuis 1905.
- Annuaire de l'Institut de droit international*, 11^e vol. année 1906.
- BÉZARE-FALGAS. — *Le contentieux des oppositions sur titres d'actions et d'obligations*, 1 vol., 1908, et article publié dans la *Revue de droit international privé*, 1909, p. 79 et s. et 545 et s.
- BUCHÈRE. — *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières*, 2^e éd., 1 vol., 1881, et article publié dans *Clunet*, 1880, p. 26, 1881, p. 260.
- CRÉPON. — *De la négociation des effets publics et autres*. 2^e éd., 1 vol., 1891.
- DELOISON. — *Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères et des opérations de Bourse*, 1 vol., 1890.
- GARASSUS. — *De la revendication des titres au porteur perdus ou volés*. Thèse Paris, 1902.
- KAUFMANN. — *Quelles sont en droit allemand, et spécialement en droit international privé allemand et en procédure civile internationale allemande, les mesures de protection juridiques prévues en cas de disparition de titres au porteur nationaux ou étran-*

gers (*Zeitschrift für Volkerrecht und Bundesstaatsrecht*, 1911, p. 1), analyse dans la *Revue de droit international privé*, 1911, p. 504 et s.

LE GOST. — *Etude théorique et pratique sur les titres au porteur*, 1 vol., 1880.

LYON-CAEN ET RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 4^e éd. (notamment t. III et IV, *Des Sociétés*).

PILLET. — *Principes de droit international privé*, 1 vol., Paris, 1903.

— *Cours de droit international privé* (doctorat), professé en 1909-1910 à la Faculté de Paris.

SURVILLE ET ARTHUYS. — *Cours élémentaire de droit international privé*, 5^e éd., 1 vol., 1910.

SALEILLES. — *Théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code civil allemand*, 2^e éd., 1 vol., 1910.

THALLER. — *Traité de droit commercial*, 4^e éd., 1 vol. *D'un règlement qui aurait pour objet de résoudre les conflits de lois en matière de dépossession de titres au porteur*. Paris, 1905.

WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, 2 vol., 1891.

WEISS. — *Traité théorique et pratique du droit international privé*, 5 vol., 2^e édit., en cours de publication depuis 1907.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Tableau d'ensemble de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés	11
§ 1. — Rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur.	16
§ 2. — Rapports de l'opposant avec le tiers porteur du titre.	23
CHAPITRE II. — Les divers systèmes législatifs en matière de dépossession de titres au porteur perdus ou volés.	31
§ 1. — Notions générales	31
1° Législations qui invoquent le système français en cas de perte ou de vol de titres au porteur	37
Espagne	37
Grand-Duché de Luxembourg.	39
Roumanie	40
2° Législations se rattachant au système allemand	41
Allemagne	41
États-Unis.	43
Angleterre	44
Autriche-Hongrie.	45
Belgique.	45
Égypte	46

Grèce.	47
Hollande.	47
Italie	48
Portugal.	49
Russie	50
États Scandinaves.	51
Suisse	51
Turquie	52
CHAPITRE III. — Difficultés d'ordre international résultant de la diversité des législations	55
<i>Section I.</i> — Rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur	55
<i>Section II.</i> — Rapports du propriétaire dépossédé avec le tiers acquéreur du titre.	58
<i>Section III.</i> — La jurisprudence française et le conflit des lois en matière de perte ou de vol des titres au porteur	60
1 ^o Titres étrangers négociés en France. . .	61
2 ^o Titres français négociés à l'étranger . . .	77
3 ^o Titres étrangers négociés à l'étranger . .	86
CHAPITRE IV. — Mesures internationales proposées pour résoudre les difficultés provenant de la diversité des lois relatives aux conséquences de la perte ou du vol des titres au porteur . . .	92
1 ^o Rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur du titre.	92
2 ^o Rapports du propriétaire dépossédé avec le tiers acquéreur du titre.	94
A. — Théorie du statut réel du titre. . . .	95
B. — Théorie du statut personnel du titre. .	100
APPENDICE. — Mesures proposées par l'Institut de droit international et par divers autres congrès . .	110
§ I. — Propositions faites au Congrès international de valeurs mobilières et au Congrès	

international du commerce et de l'industrie, tenus à Paris, en 1900.	110
§ II. — Le Congrès de l'Institut de droit inter- national de Gand en 1906.	113
§ III. — La Société d'économie politique de Paris et les projets d'entente internationale contre les effets de la perte ou du vol des titres au porteur	117
CONCLUSION	121
BIBLIOGRAPHIE	126

